



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 28 JUILLET 1900.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.
1835

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Le secrétaire-trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.
Bureau du Secrétaire,
Québec, 18 juillet 1900. 2787

Proclamation

Canada }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec }
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 28th JULY, 1900.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.
1836

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.
Secretary's Office,
Quebec, 18th July, 1900. 2788

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.
To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH

Québec, le SEPTIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commolité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le SEIZIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-TROISIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1559

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 6971.

Bouchette

5ème rang.

Lot 44, à Jacques Courchaine.

Lot 45, à Césaire Pelletier.

Lot 59, à Frs. Xavier Nadeau.

8ème rang.

Lot 38, à Isidore Clément.

Cameron.

4ème rang

Lot 23, à Jos. Gagnon.

5ème rang.

Lot 39, à Eugène Auclair.

Kensington.

3ème rang.

Lot 28, à Adolphe Langevin.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 20 juillet 1900.

day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the SIXTEENTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this TWENTY-THIRD day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

1560

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz :
Adj. 6971.

Bouchette

5th range.

Lot 44, to Jacques Courchaine.

Lot 45, to Césaire Pelletier.

Lot 59, to Frs. Xavier Nadeau.

8th range.

Lot 38, to Isidore Clément.

Cameron

4th range.

Lot 23, to Jos. Gagnon.

5th range.

Lot 39, to Eugène Auclair.

Kensington.

3rd range.

Lot 28, to Adolphe Langevin.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 20th July, 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Adstock.

5e rang.

Lot 8, à Gervais Lachance, fils.

 $\frac{1}{2}$ N. O., du lot 20, à Jos. Haman. $\frac{1}{2}$ N. E., du lot 34, à Majorique Gosselin, fils.

6e rang.

Lot 7, à Alcide Beaulieu.

Lot 37, à Aug. Caron.

Lot 38, à Jos. Landry.

Canton Bégon.

 $\frac{1}{2}$ N. E., du lot 26, du 4e rang, à Jos. Deschênes.

Canton Duquesne.

Lots 7 et 8, du 6e rang, à Eus. Labbé.

E. E. TACHE,

Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 28 juillet 1900.

2855

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingtième jour de juillet 1900, incorporant Edward Schultze, consul de l'Empire Autriche-Hongrie; Louis Stufmann, marchand; Charles Ludwig, junior, fourreur; Francis Joshua Dorken, marchand, et Alfred Conn, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants, à savoir: la culture de l'art du chant, de relations sociales, récréation, instruction et amusement, et l'acquisition de l'actif et droits du club maintenant existant et connu sous le nom de "The Quartette Club Teutonia" et "Gesangverein Teutonia" de Montréal, sous le nom de "The Glee Club Teutonia alias Gesangverein Teutonia", avec un fonds social de mille piastres (\$1000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-troisième jour de juillet 1900.

JOS. DUMONT,

2861

Assistant-secrétaire suppléant.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 juin 1900.

Présent: —Le LIEUTENANT GOUVERNEUR
en Conseil.

Il est ordonné que les amendements suivants aux règlements du Conseil d'Hygiène de la province de Québec, soient approuvés conformément aux dispositions des S. R. P. Q., articles 3058 et 3066s, paragraphe 3, tel qu'ajouté par 54 Vict., ch. 28.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.AMENDEMENTS AUX REGLEMENTS DU
CONSEIL D'HYGIENE DE LA PROVINCE
DE QUEBEC

Le règlement suivant est intercalé après le règlement No. 25 :

25a.—Le chef de tout logis dans lequel survient le décès d'une personne atteinte de tuberculose pulmonaire doit sous 48 heures du dit décès en donner avis au secrétaire-trésorier ou au bureau d'hygiène de la municipalité dans laquelle se trouve situé ce logis, et sur cet avis, la municipalité devra faire procéder à la désinfection des pièces qu'elle jugera

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Adstock.

5th range.

Lot 8, to Gervais Lachance, jr.

N. W. $\frac{1}{2}$, of lot 20, to Jos. Haman.N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 34, to Majorique Gosselin, jr.

6th range.

Lot 7, to Alcide Beaulieu.

Lot 37, to Aug. Caron.

Lot 38, to Jos. Landry.

Township Bégon.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 26, of 4th range, to Jos. Deschênes.

Township Duquesne.

Lots 7 and 8, of 6th range, to Eus. Labbé.

E. E. TACHE,

Assistant commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 28th July, 1900.

2856

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1900, incorporating Edward Schultze, Imperial Austro-Hungarian Consul; Louis Stufmann, merchant; Charles Ludwig, junior, furrier; Francis Joshua Dorken, merchant, and Alfred Conn, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, for the following objects, viz: the cultivation of the art of singing, of social intercourse, recreation, instruction and amusement, and the acquisition of the assets and rights of the club now existing and known as "The Quartette Club Teutonia" and the "Gesangverein Teutonia" of Montreal, under the name of "The Glee Club Teutonia alias Gesangverein Teutonia", with a total capital stock of one thousand dollars (\$1000.00), divided into two hundred shares (200) of five dollars (\$5.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-third day of July, 1900.

JOS. DUMONT,

2862

Acting Assistant Secretary.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 7th June, 1900.

Present: The LIEUTENANT GOVERNOR in
Council.

It is ordered that the following amendments to the regulations of the board of health of the province of Quebec be approved, pursuant to the provisions of the R. S. P. Q., articles 3058 and 3066s, paragraph 3, such as added by the 54th Vict., ch. 28.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.AMENDMENTS TO THE REGULATIONS OF
THE BOARD OF HEALTH OF THE
PROVINCE OF QUEBEC.

The following regulation is added after regulation No. 25 :

25a.—Any householder in whose household a death from pulmonary tuberculosis has occurred shall within 48 hours from said death notify the secretary-treasurer or the local board of health of the municipality in which the house is situated, and upon such notification the municipality shall cause to be disinfected the apartments which it will deem

avoir été contaminées par le malade. A défaut d'indications plus précises, seront considérées contaminées les chambres occupées par le malade pendant sa maladie. (Sont particulièrement recommandés pour ces désinfections, l'emploi des solutions désinfectantes et l'écurage ou l'emploi de la formaldehyde) (voir cédules B, D et J).

La cédule suivante est ajoutée après la cédule I.

CEDULE J.

Désinfection par le gaz "formaldehyde".

(La formaline, liquide dont on fait usage pour la production de ce gaz, est une solution saturée du gaz formaldehyde; elle doit en contenir pas moins de 35 % au poids. Les quantités prescrites dans cette cédule sont calculées pour de la formaline ainsi titrée).

Pour la fumigation d'un appartement :—1ère méthode.—Vaporiser au moyen de la chaleur pas moins de 8 onces de formaline pour chaque 1000 pieds cubes d'espace, employant un des appareils que le conseil d'hygiène de la province pourra approuver de temps à autre.

2ème méthode :—Suspendre des draps par un de leurs coins, dans la chambre à désinfecter et puis arroser (humecter) ces draps avec de la formaline, en employant pas moins de 8 onces pour chaque 1000 pieds cubes de la chambre.

Soit que l'on emploie l'une ou l'autre des méthodes ci-dessus, toutes les crevasses, fentes, trous et fissures devront au préalable, avoir été soigneusement bouchés, au besoin, par des bandes de papier bien collées. La chambre restera fermée pendant 6 à 24 heures.

Pour désinfecter des vêtements ou autres effets, qui n'ont pas été traités par les méthodes ci-dessus ou qui requièrent un traitement spécial :

1ère méthode :—Arroser les vêtements ou effets avec de la formaline puis les mettre en pile pour 6 heures.

2ème méthode :—Les faire tremper pendant 15 minutes dans une cuvette contenant 1½ once de formaline pour chaque gallon d'eau.

Pour vaporisation sur les meubles, pour mêler aux restants de nourriture, aux évacuations, etc.—Se servir d'une solution de 1½ once de formaline pour chaque gallon d'eau.

Pour les bains, la désinfection des mains, etc.—Se servir d'une solution de formaline, ½ once pour chaque gallon d'eau. 2859

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à Québec, le 11 septembre 1900, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
19 juillet 1900. 2831-2

1895-00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-neuvième jour d'août prochain, 1900, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme

to have been contaminated by the patient. Unless more precise and reliable indication be given, will be considered as contaminated the rooms the patient has occupied during his illness. (Are particularly recommended for these disinfections: the use of disinfectant solutions and sterilization by steam or the use of formaldehyde (see schedule B, D and J.) The following schedule is added after schedule I.

SCHEDULE J.

Disinfection by formaldehyde gas.

(Formaline which is used for producing the gas is a saturated aqueous solution of formaldehyde gas, of which it should contain not less than 35 % by weight. The quantities prescribed in this schedule are calculated for formaline of this strength).

For fumigating a room:—1st method: Evaporate by heat, not less than 8 ounces of formaline per 1000 cubic feet space employing one of the forms of apparatus for this purpose which may be approved by the board of health of the province of Quebec from time to time.

2nd method:—Sprinkle sheets, suspended by the corners, with formaline, using not less than 8 ounces per 1000 cubic feet.

By either method, all cracks, openings and fissures to have been carefully closed or pasted up. The room will remain closed for from 6 to 24 hours.

To disinfect clothing or other effects which have not been treated by the above methods or which require special treatment:

1st method:—Freely sprinkle the clothing or effects with formaline and then pile in a heap for 6 hours.

2nd method:—Immerse them for fifteen minutes in a receptacle containing 1½ ounce of formaline for each gallon of water.

For sprinkling furniture, mixing with food remnants, dejecta, &c: Use formaline 1½ ounce to each gallon of water.

For baths, disinfecting hands, &c: Use ½ ounce formaline to each gallon of water. 2860

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec, shall meet at Quebec, on the 11th September, 1900, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
19th July, 1900. 2832

1895-00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public instruction, to examine candidates for the office of schools inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the twenty-ninth day of August next, 1900, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the catholic committee of the council of public instruction, the

de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,
Secrétaire.
2687-3

Québec, 9 juillet 1900.

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoirs, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a

sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public instruction.

PAUL DE CAZES,
Secretary.
2688

Quebec, 9th July, 1900.

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.**

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any partnership, profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amend-

des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne dépendent de la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il n'a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 50) de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

1831

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations

ments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

1832

LOUIS FRECHETTE,

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing

existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer des péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges précieux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

1833 L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que John Ritchie, Joseph S. Langlois, Onésime Goulet, Vilbon Garant, William A. Marsh, James Muir, Charles E. McKeen, Frédéric Lachance, Elie Jobin, Gaspard Rochette, Louis Joseph Adélaré Demers, Alphonse Prudent Déchéne, Alexandre Migner, Thomas Migner, Achille Boucher, Dame Alice Samson, épouse d'Alfred Poirier, Thomas Duchaine, Joseph Honoré Lachance, Ludger Robitaille, Joseph Poirier, Benjamin Crépault, Jean-Baptiste Drolet, J. Marcel Rochette, François Octave Schrybert, Damase Dion, Joseph H. Larochelle, Jean Vermette, Eugène Thivierge, Joseph Etienne Samson et Louis Joseph Thibaudeau, tous de Québec, et Paul Tourigny, de Victoriaville, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir un acte les constituant en corporation sous le nom de "l'Association des Manufacturiers de chaussures de Québec". Le but de la dite association est de promouvoir, d'une manière générale, l'industrie de la fabrication des chaussures à Québec, de permettre aux manufacturiers de s'entraider, de se protéger et de faire des règlements à cette fin.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Procurateurs des requérants.
Québec, 24 juillet 1900, 2877

AVIS.

La ville de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet de confirmer et ratifier le règlement numéro cent soixante et deux (No 162) de ses règlements, accordant un bonus et une exemption de taxes à la compagnie appelée "The Montreal Cotton Company".

L. J. PAPINEAU,
Avocat de la dite ville de
Salaberry de Valleyfield.
Salaberry de Valleyfield, 21 juin 1900.

2521-5

Plans showing the routes of such railways turn-pike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time as the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

1834 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that John Ritchie, Joseph S. Langlois, Onésime Goulet, Vilbon Garant, William A. Marsh, James Muir, Charles E. McKeen, Frédéric Lachance, Elie Jobin, Gaspard Rochette, Louis Joseph Adélaré Demers, Alphonse Prudent Déchéne, Alexandre Migner, Thomas Migner, Achille Boucher, Dame Alice Samson, wife of Alfred Poirier, Thomas Duchaine, Joseph Honoré Lachance, Ludger Robitaille, Joseph Poirier, Benjamin Crépault, Jean Baptiste Drolet, J. Marcel Rochette, François Octave Schrybert, Damase Dion, Joseph H. Larochelle, Jean Vermette, Eugène Thivierge, Joseph Etienne Samson and Louis Joseph Thibaudeau, of Quebec, and Paul Tourigny, of Victoriaville, will apply to the Quebec legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act incorporating them under the name of the "Quebec Boot and Shoe Manufacturers Association". The object of this association is to promote generally the boot and shoe manufacturing industry in Quebec, to permit them to render assistance to each other, to protect themselves and to make by-laws for that purpose.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Attorneys for petitioners.
Quebec, 24th July, 1900. 2878

NOTICE.

The town of Salaberry de Valleyfield will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act for the purpose of confirming and ratifying by-law number one hundred and sixty-two (No. 162) of its by-laws, granting a bonus and an exemption from taxes to the Montreal Cotton Company.

L. J. PAPINEAU,
Attorney of the said town of
Salaberry de Valleyfield.
Salaberry de Valleyfield, 21st June, 1900.

2522

Avis Divers

Province de Québec,
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4292.

Dame Agnès Mondor, de la paroisse de Contrecoeur, dans le district de Richelieu, épouse de Louis Beaugrand dit Champagne, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Louis Beaugrand dit Champagne, cultivateur, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

WURTELE & LACROIX,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 20 juillet 1900. 2889

District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4294.

Dame Aurélie Bergevin dit Langevin, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux Isaïe Cornellier dit Grandchamp, cultivateur, de Saint-Cuthbert.

ETHIER & LEFEBVRE,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 19 juillet 1900. 2891

Cour Supérieure.—Montréal.
No 815.

Esther Duquette, épouse de Rémi Guertin, entrepreneur, tous deux de la cité de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOSEPH LUSSIER,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 5 juillet 1900. 2809-2

Cour Supérieure.—Montréal.
No 73.

Marie Louise Normandin, épouse de François-Xavier Boudriau, commis, tous deux de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOSEPH LUSSIER,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 5 juillet 1900. 2811-2

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1865.

Dame Noémi Larivée, de la ville de Lachine, district de Montréal, épouse commune en biens de Célestin Giguère, navigateur, du même lieu, à ce, dûment autorisée,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Célestin Giguère, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 18 juillet 1900, 2805-2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 2891.

Dame Flavie Proulx dit Clément, de la ville de Lachine, district de Montréal, épouse commune en biens de Ferdinand Sauvé dit Laplante, commerçant, du même lieu, à ce, dûment autorisée,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Ferdinand Sauvé dit Laplante, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 18 juillet 1900. 2807-2

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }
No. 4292.

Dame Agnès Mondor, of the parish of Contrecoeur, in the district of Richelieu, wife of Louis Beaugrand dit Champagne, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs.

Louis Beaugrand dit Champagne, farmer, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

WURTELE & LACROIX,
Attorneys for plaintiff.

Sorel, 20th July, 1900. 2890

District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4294.

Dame Aurélie Bergevin dit Langevin, has, this day, sued for separation of property, her husband, Isaïe Cornellier dit Grandchamp, farmer, of Saint Cuthbert.

ETHIER & LEFEBVRE,
Attorneys for plaintiff.

Sorel, 19th July, 1900. 2892

Superior Court.—Montréal.
No. 816.

Esther Duquette, wife of Rémi Guertin, contractor, of the city of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

JOSEPH LUSSIER,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 5th July, 1900. 2810

Superior Court.—Montreal.
No. 73.

Marie Louise Normandin, wife of François-Xavier Boudriau, clerk, both of the city of Saint Henri, district of Montreal, has instituted an action in separation as to property, against her said husband.

JOSEPH LUSSIER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th July, 1900. 2812

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1865.

Dame Noémi Larivée, of the town of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Célestin Giguère, navigator, of the same place, and duly authorized,
Plaintiff ;

vs.

The said Célestin Giguère, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Advocates of the Plaintiff.

Montreal, 18th July, 1900. 2806

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2891.

Dame Flavie Proulx dit Clément, of the town of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Ferdinand Sauvé dit Laplante, dealer, of the same place, and duly authorized,
Plaintiff ;

vs.

The said Ferdinand Sauvé dit Laplante, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Advocates of the plaintiff.

Montreal, 18th July, 1900. 2808

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3171.

Dame Marie Coulombe, épouse de William Mayer, tanneur, tous deux de la paroisse de Saint-Cuthbert, district de Joliette, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

C. A. CHENEVERT,
Avocat de la demanderesse.
Joliette, 10 juillet 1900. 2755-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1652.

Adèle Martineau, épouse de Godfroy Monpetit, manufacturier, de Coteau Station, dit district, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

RIVET & MOUSSEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 juin 1900. 2753-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Emma Giroux, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Théodule Amiot, jardinier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 27 juin 1900. 2585-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1600.

Dame Délina Filion, épouse de Charles Lovis, coupeur, tous deux de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

WILFRID LALONDE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 juin 1900. 2657-4

Canada, }
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The American Silk Waist Manufacturing Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquies et prendre les affaires maintenant connus comme "The American Manufacturing Co.", et de faire les affaires de manufacture et de vente de vêtements pour dames et messieurs et habillements de toute sorte, et dans ce but de posséder tout immeuble qui peut être nécessaire pour son opération.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal et province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit :

Zigmund Fineberg, Hymen Cohen, Isidore Mishkin, Joshua A. Cars et Isaac Rose, tous de Montréal, marchands, tous sujets de Sa Majesté, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

STEPHENS & HUTCHINS,
Procureurs des requérants.
Montréal, 20 juillet 1900. 2851

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3171.

Dame Marie Coulombe, wife of William Mayer, tanner, both of the parish of Saint Cuthbert, district of Joliette, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

C. A. CHENEVERT,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 10th July, 1900. 2756

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1652.

Adèle Martineau, wife of Godfroy Monpetit, manufacturer, of Coteau Station, said district, has, this day, instituted proceedings for separation as to property from her said husband.

RIVET & MOUSSEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th June, 1900. 2754

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Emma Giroux, of the town of Saint Louis, district of Montreal, wife common as to property of Théodule Amiot, gardener, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th June, 1900. 2586

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1600.

Dame Délina Filion, wife of Charles Lovis, cutter, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

WILFRID LALONDE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 21st June, 1900. 2658

Canada, }
Province of Quebec. }

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company is "The American Silk Waist Manufacturing Company".

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire and take on the business now known as the American Manufacturing Coy, and to carry on the business of manufacturing and selling of ladies' and gentlemen's garments and clothing of all kinds, and for this purpose to own any real estate that may be necessary for its operation.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, and province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows :

Zigmund Fineberg, Hymen Cohen, Isidore Mishkin, Joshua A. Cars and Isaac Rose, all of Montreal, merchants, and all of whom are subjects of Her Majesty, and to be the first or provisional directors of the company.

STEPHENS & HUTCHINS,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 20th July, 1900. 2852

Canada,
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Legal and Financial Exchange".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de donner les taux financiers, fournir des rapports, imprimer et publier les livres de renseignements ou périodiques qui peuvent être nécessaires ; entreprendre la collection de comptes, rentes, administration et vente d'immeubles et agir comme agents d'assurance, comme comptables et liquidateurs d'affaires de faillite ; prêter de l'argent sur hypothèque et autres garanties en son propre nom ou comme courtiers ; acheter et vendre des lettres de change et autres billets négociables, et de payer les intérêts sur les balances déposées entre ses mains ; mettre en opération des compagnies à fonds social, tenir les livres et conserver les minutes d'icelles ; mettre en opération et faire les affaires d'emmagasinage ; acquérir et posséder les immeubles nécessaires pour conduire les affaires ci-dessus mentionnées, et de faire toutes autres affaires de même nature et en rapport aux susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$20,000.00 divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : George James Adams, banquier ; Harlow Hulburt Hutchins, agent ; Edward William Bonham, comptable ; William Bell, marchand ; Michael Charles Foley, journaliste, et Robert Gould, agent d'immeubles, tous de Montréal, tous sujets britanniques. Les trois premiers nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

STEPHENS & HUTCHINS,

Procureurs des requérants.

Montréal, 20 juillet 1900.

2853

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur, conformément aux dispositions de la loi des Compagnies Minières de Québec, 63 Victoria, chapitre 33, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique sous le nom et dans les buts suivants, savoir :

Le nom collectif incorporé sera "The Ingolf Gold Mining Company."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquérir par achat, échange ou autrement des terres, propriétés situées dans Québec ou ailleurs, de les posséder, acheter, échanger, vendre et louer ; d'acquérir d'autres terres ou en faire le commerce autrement ou en disposer au comptant ou à rentes ou pour toute autre considération, lesquelles terres devant servir dans le but d'exploiter l'or, le fer et tous autres minéraux qui peuvent être trouvés dans et sur icelles, dans ce but et pour aucun autre objet de la compagnie ; de faire des contrats et compromis avec aucune personne ou personnes, corps incorporé et à telles termes et conditions qui peuvent être convenus pour les fins d'exploitation des dites terres minières tel que susdit.

Acheter des machines, matériaux et appareils nécessaires pour miner, mouler, fondre et traiter autrement les minéraux trouvés sur les dites terres et les convertir en produits de commerce ; m-

Canada,
Province of Quebec. }

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company is "The Legal and Financial Exchange."

2. The objects for which incorporation is sought are : to give financial ratings and furnish reports, and to print and publish such books of reference or periodicals that may be necessary ; to undertake the collection of accounts, rents, administration and sale of real estate and to act as insurance agents ; to act as accountants and liquidators of insolvent estates ; to lend money on mortgage and other securities, on its own behalf or as brokers ; to buy and sell bills of exchange and other negotiable instruments, and to pay interest on the balances deposited with it ; to float joint stock companies and keep the books and minutes thereof ; to operate and carry on a business of warehousing ; to acquire and hold such real estate as may be necessary in the conduct of its business as above recited, and to do any other business of a like nature incidental to those above enumerated.

3. The chief place of business of the said company is to be the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : George James Adams, banker ; Harlow Hulburt Hutchins, agent ; Edward William Bonham, accountant ; William Bell, merchant ; Michael Charles Foley, journalist, and Robert Gould, real estate agent, all of Montreal, all of whom are British subjects, of which the first three shall be the first or provisional directors of the company.

STEPHENS & HUTCHINS,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 20th July, 1900.

2854

Notice is hereby given that, within one month of the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governor, in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies, Act 63 Victoria, chapter 33, for letters patent incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic under the name and for the purposes following, namely :

The proposed corporate name to be the "Ingolf Gold Mining Company."

The purposes for which incorporation is sought are to acquire by purchase, exchange or otherwise, lands, estates situate in Quebec or elsewhere, and the same to hold, purchase, exchange, sell, lease ; to purchase other lands or otherwise to deal with or dispose of for cash or upon rentals or for any other consideration, and which lands are proposed to be used for the purposes of mining therefrom gold, iron and all other minerals as may be found therein or thereon, and for that purpose or for any other purposes of the company ; to enter into contracts and agreements with any person or persons, body or bodies corporate and upon such terms and agreements as may be agreed upon for the purposes of mining said lands as aforesaid.

To purchase machinery, materials and plant necessary for the mining, milling, smelting and otherwise treating the minerals found in the said lands and converting them into commercial pro-

ployant pour cela la vapeur, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques ou aucun autre pouvoir moteur ; de vendre les produits des mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, et en général de faire toutes autres choses requises ou en rapport aux opérations de la dite entreprise.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

Le montant proposé du fonds social sera de \$800,000.

Le nombre d'actions sera de 800,000 et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1 00).

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Donald H. Loynachan, marchand, William Carlos Ives, avocat, tous deux de la cité de Montréal, dans la province de Québec ; Rufus Henry Pope, membre du parlement, et William Ward Bailey, gérant, tous deux de la ville de Cookshire, dans le comté de Compton, dans la province de Québec ; Robert Rogers, membre de l'Assemblée législative, de la ville de Portage du Rat, dans la province d'Ontario.

Les dits Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives et Robert Rogers, tous résidant en Canada, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

HENEKER & IVES,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 18 juin 1900. 2627-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes de la province de Québec, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous les noms et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "La Compagnie minière de la province de Québec."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'exploiter, miner, fondre, réduire, travailler, manufacturer et vendre de l'or, argent, cuivre, galène, fer, graphite, mica et autres métaux, substances métalliques et minérales, leurs compositions et produits et en faire le commerce ; acquérir, acheter, louer, posséder sous tout titre légal, toutes terres, droits de mines, limites à bois, meubles et immeubles et droits, pouvoirs d'eau et privilèges dans les pouvoirs d'eau, bâtisses, améliorations, matériaux, machines, droits de patentes, royautés et autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles pour ou en rapport avec ses affaires, et de vendre et louer tous ces objets ou aucune partie d'iceux, ou en disposer autrement ; de faire les affaires de mine dans toutes ses branches, acquérir, construire, construire et mettre en opération tous travaux utiles, améliorations et inventions, y compris moulins, aqueducs, travaux d'irrigations, travaux électriques, tramways et lignes de téléphone et de télégraphe, et de vendre, louer des pouvoirs d'eau ou électriques, instruments ou service de téléphone et télégraphe, y compris la production et vente de lumière et chaleur artificielle, et en disposer autrement ; de faire des affaires comme commerçants, acheter et vendre des effets, articles et marchandises, acquérir, construire et mettre en opération des boutiques, magasins, hôtels et maisons de pension, les louer et vendre ou en disposer autrement à volonté.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la ville de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$20,000.00, divisé en deux mille actions de dix piastres chacune.

ducts ; using therefor steam, water power, electricity or any other motive power ; to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, and generally to do all other things that are requisite and incidental to the carrying on of the said undertaking.

The chief place of business of the company is to be at the city of Sherbrooke, in the province of Quebec.

The intended amount of the capital stock is \$800,000.

The number of shares is to be 800,000, and the amount of each share is to be of the value of one dollar (\$1.00) each.

The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Donald H. Loynachan, merchant, William Carlos Ives, advocate, both of the city of Montreal, in the province of Quebec ; Rufus Henry Pope, member of Parliament, and William Ward Bailey, manager, both of the town of Cookshire, in the county of Compton, in the province of Quebec ; Robert Rogers, member of the legislative Assembly, of the town of Rat Portage, in the province of Ontario.

The first or provisional directors of the company are to be : Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives and Robert Rogers, all residing in Canada.

HENEKER & IVES,

Solicitors for applicants.

Montreal, 18th June, 1900. 2628

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the joint stock companies, incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company will be "La Compagnie Minière de la province de Québec".

2. The objects for which incorporation is sought are to work, mine, smelt, reduce and manufacture and sell gold, silver, copper, galena, iron, graphite mica and other metals, metallic and mineral substances and products, and to trade therein ; and to acquire, buy, lease, hold, by any legal title whatever, all lands, mining rights, timber limits, movables and real estate and rights, water powers, improvements, materials, machines, patent rights, royalties and other things which may be necessary or useful for or in connection with its business, and to sell and lease all these objects or any part thereof or to dispose thereof otherwise, to carry on mining business in all its branches, to acquire, build and put in operation any useful work, improvements and inventions, including mills therein, aqueducts, works of irrigation, electric works, tramways and telephone and telegraph lines, and to sell, lease water powers or electric powers or telephone and telegraph service, including therein the production and sale of artificial light and heat, or to dispose otherwise of it ; to carry on business as traders to buy and sell effects, articles and merchandize, to acquire, build and put in operation shops, stores, hotels and boarding houses, to lease and sell and otherwise dispose of them at will.

3. The principal business place of the company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the company will be \$20,000.00, divided into two thousand shares of ten dollars each.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Jean D. Porcheron, commerçant ; Joseph Paquette, fabricant ; Elzéar Côté, entrepreneur ; Louis Deneau, agent ; Adolphe Trempe, explorateur, tous de la ville de Montréal, dans la province de Québec.

6° Les requérants sont tous sujets anglais, et seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

L. P. P. CARDIN,

Notaire pour les requérants.

Montréal, 12 juillet 1900.

2725-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Gas Appliance Manufacturing Company."

Les objets pour lesquelles l'incorporation est demandée sont :

a. De fabriquer et vendre des poêles à gaz, fourneaux, fournaises, poêles à chauffages et autres de même nature, et tous leurs accessoires et appareils, et toutes choses en rapport avec l'emploi du gaz comme moyens de chauffage, d'éclairage ou pouvoir, et d'acquiescer par aucun titre quelconque, et de se servir de patentes, droits de patentes et devis et en général toutes affaires et choses en rapport aux dites affaires.

b. De faire en général les affaires de manufacture et de commerce.

La principale place d'affaires de la compagnie proposée sera dans les cité et district de Montréal.

Le fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : John Fee, machiniste ; James Seath Smith, architecte ; James Robinson, marchand ; Fitz James Ethelbert Browne, agent d'immeubles ; William John Freeman, teneur de livres, tous de la susdite cité de Montréal, et Robert Bennett Hutcheson, notaire, et Frederick William Hibbard, avocat, tous deux de la ville de Westmount, dans le district de Montréal.

Les dits Thomas P. Shaws, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne et Frederick William Hibbard seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie proposée.

HIBBARD & GLASS,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 juillet 1900.

2727-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres-patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Victorine (en commandite)".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De fabriquer, acheter et vendre des substances, savons et tous autres objets divers et articles de même nature servant à laver et à blanchir et en faire le commerce, et en général de faire le commerce d'articles et objets en rapport aux affaires d'épicerie et de droguerie.

(b) De faire toutes autres affaires de même nature en rapport à celles ci-dessus mentionnées.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

5. The full names, residence and profession of the petitioners are as follows : Jean D. Porcheron, trader ; Joseph Paquette, manufacturer ; Elzéar Côté, contractor ; Louis Deneau, agent ; Adolphe Trempe, explorer, all of the city of Montreal, in the province of Quebec.

6. The petitioners are all british subjects and will be the first directors of the company.

L. P. P. CARDIN,

Notary for petitioners.

Montreal, 12th July, 1900.

2726

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant-Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name of "The Gas Appliance Manufacturing Company."

The objects for which incorporation is sought are :

a. The manufacture and sale of gas stoves, ranges, furnaces, heaters and the like, and all their necessary parts and appliances, and all things whatsoever connected with the use of gas as a means of heating, lighting or power, and to acquire by any title whatsoever, and employ patents, patent rights and devices, and generally all matters and things incidental to such business.

b. To do general manufacturing and trading business.

The principal place of business of the proposed company will be in the city and district of Montreal.

The capital stock will be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares of one hundred dollars each (\$100.00).

The names in full, and address and calling of each of the applicants are as follows : John Fee, machinist ; James Seath Smith, architect ; James Robinson, merchant ; Fitz James Ethelbert Browne, real estate agent ; William John Freeman, book-keeper, all of the city of Montreal aforesaid, and Robert Bennett Hutcheson, notary, and Frederick William Hibbard, advocate, both of the town of Westmount, in the district of Montreal.

The said Thomas P. Shaw, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne and Frederick William Hibbard are to be first or provisional directors of said proposed company.

HIBBARD & GLASS,

Solicitors for applicants.

Montreal, 10th July, 1900.

2728

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council for letters patent constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :—

1. The proposed name of the company is "Victorine (Limited)".

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on the business, manufacture, buying and selling of washing compounds, soap and all other merchandise and sundries of a like nature, and generally to carry on and deal in other articles and merchandise incidental to the business of grocers and druggists.

(b) To do any other business of a like nature incidental to those above enumerated.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4° Le montant du fonds social sera de \$20,000.00 (vingt mille piastres), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Albert Henry Brown, gérant ; Frank Ross Shaw, exportateur de grains ; Joseph Quintal, expéditeur ; George Alexander Thomson, marchand de grain ; Max Lauterman, docteur en médecine ; Joseph Arthur Franchère, avocat ; Charles William Meakins, manufacturier ; Henry Duncan Metcalfe, exportateur de grains ; Esmonde Lawrence Clarke, maltier ; John Edward Wright, commis voyageur ; James C. Wark, épiciier ; Joseph Wray, entrepreneur de pompes funèbres ; Louis Arène Lefebvre, commis ; Joseph Olier Chalus, inspecteur des poids et mesures ; Edwin George Brown, commis ; Edward Ryder, commis vendeur ; Walter Crawford Pearce Gaden, manufacturier, tous de Montréal, et George Joseph L. Desbarats, ingénieur civil, d'Ottawa, dans la province d'Ontario.

Les dits Albert Henry Brown, Charles William Meakins, Henry Duncan Metcalfe, George Joseph L. Desbarats et Walter Crawford Pearce Gaden seront les premiers directeurs ou directeurs provinciaux.

BUSTEED & LANE,

Procureurs des requérants.

Montreal, 4 juillet 1900. 2659-4

Canada,
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom de la compagnie sera : "The Merchants, Advertising Company".

2° Les objets pour lesquels, l'incorporation est demandée, sont : faire commerce en général et annoncer pour les marchands et hommes d'affaires en général au moyen de coupons remis aux acheteurs et remboursables par la compagnie aux conditions mentionnées sur ces coupons ;

3° Le siège social et la principale place d'affaires de la compagnie seront dans la cité et le district de Montréal ;

4° Le fonds social de la compagnie sera de \$50,000.00, divisé en cinq cents parts de cent piastres chacune ;

5° Les requérants sont : Ernest David, comptable, Joseph Mathias Victor Mongeau, agent d'affaires, tous deux des cité et district de Montréal ; Paul Vilmond Savard, avocat, de la ville de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi ; Philias Corriveau, avocat, des cité et district de Québec, et Cuthbert Alphonse Chênevert, avocat, de Berthier, district de Joliette, qui seront tous cinq les premiers directeurs de la compagnie, tous sont sujets de Sa Majesté.

CHENEVERT, DESALABERY & ROCHER,

Avocats des requérants.

Montréal, 4 juillet 1900. 2661-4

Avis de Faillites

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de V. E. R. Archambault, de Sherbrooke, Qué., Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a

4 The amount of capital stock is to be \$20,000.00 (twenty thousand dollars), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Albert Henry Brown, manager ; Frank Ross Shaw, grain exporter ; Joseph Quintal, forwarder ; George Alexander Thomson, grain merchant ; Max Lauterman, doctor of medicine ; Joseph Arthur Franchère, advocate ; Charles William Meakins, manufacturer ; Henry Duncan Metcalfe, grain exporter ; Esmonde Lawrence Clarke, malster ; John Edward Wright, commercial traveller ; James C. Wark, grocer ; Joseph Wray, undertaker ; Louis Arsène Lefebvre, clerk ; Joseph Olier Chalus, inspector of weights and measures ; Edwin George Brown, clerk ; Edward Ryder, salesman ; Walter Crawford Pearce Gaden, manufacturer, all of Montreal, and George Joseph L. Desbarats, civil engineer, of Ottawa, in the province of Ontario ; of whom the said Albert Henry Brown, Charles William Meakins, Henry Duncan Metcalfe, George Joseph L. Desbarats and Walter Crawford Pearce Gaden are to be the first or provisional directors.

BUSTEED & LANE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 4th July, 1900. 2660

Canada,
Province of Québec. }

Notice is hereby given that, within one month, after the publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of joint stock companies' incorporation act, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is : "The Merchants' Advertising Company".

2. The objects for which incorporation is sought are : to carry on a general trade and to advertise for merchants and business men generally by means of coupons given to purchasers and redeemable by the company on the terms set forth in these coupons.

3° The company's principal place of business will be in the city and the district of Montreal.

4. The capital stock will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

The petitioners are : Ernest David, accountant, Joseph Mathias Victor Mongeau, business agent, both of the city and district of Montreal ; Paul Vilmond Savard, advocate, of the town of Chicoutimi, in the district of Chicoutimi ; Philias Corriveau, advocate, of the city and district of Québec, and Cuthbert Alphonse Chênevert, advocate, of Berthier, district of Joliette, which five will be the first directors of the company, and all subjects of Her Majesty.

CHENEVERT, DESALABERY & ROCHER,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 4th July, 1900. 2662

Bankrupt Notice

Canada,
Province of Québec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

In the matter of V. E. R. Archambault, of Sherbrooke, P. Q., Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared

été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 13 août prochain, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
87, rue Wellington.
Sherbrooke, Qué., 25 juillet 1900. 2887

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
In re Edouard Tanguay, du canton de Weedon, Qué.,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 15 août prochain, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
No 87, rue Wellington,
Sherbrooke, Qué., 25 juillet 1900. 2885

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 4.

In re Odilon Gagnon, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 17 juillet 1900, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire dûment assermentées, avec pièces justificatives, dans mon bureau sous trente jours.

J. A. POIRIER,
Curateur.

Village de La Rochelle, paroisse de Saint-Grégoire,
20 juillet 1900. 2881

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
Herbert A. Taylor, Demandeur ;

vs.

E. F. Keene & Co., Défendeurs et faillis.

Avis est par le présent donné que le vingt-troisième jour de juillet 1900, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des susdits défendeurs qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations dûment attestées sous serment doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 24 juillet 1900. 2857

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } EUSEBE TURCOT,
No 442. } Demandeur ; contre
ALBERT CHARTERS,
Défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, sous le numéro huit cent soixante et dix-huit (878).

Sujette, quant à une moitié indivise, à la substi-

in this matter, open to objection until the 13th day of August next, after which date dividends will be payable at my office.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
87, Wellington street,
Sherbrooke, P. Q., 25th July, 1900. 2888

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
In re Edouard Tanguay, of the township of Weedon,
Que., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 15th day of August next, after which date dividends will be payable at my office.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
87, Wellington street.
Sherbrooke, Que., 25th July, 1900. 2886

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No 4.

In re Odilon Gagnon, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the court, dated the 17th day of July, 1900, I have been appointed curator to the above estate.

Creditors of the said estate are required to file their claims, duly attested, with vouchers, at my office, within thirty days.

J. A. POIRIER,
Curator.

Village of La Rochelle, parish of Saint Grégoire,
20th July, 1900. 2882

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint-François. }
Herbert A. Taylor, Plaintiff ;

vs.

E. F. Keene & Co., Defendants and insolvents.

Notice is hereby given that on the twenty-third day of July, 1900, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of above defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed duly attested under oath, at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 24th July, 1900. 2858

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Québec, }
District of Beauharnois. } EUSEBE TURCOT,
No. 442. } Plaintiff ; against
ALBERT CHARTERS,
Defendant.

A and situate and being in the parish of Saint-Jean Chrysostôme, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jean Chrysostôme, as number eight hundred and seventy-eight (878).

Subject, as to one undivided half, to the substi-

tution crée par le testament de feu John Charters, passé devant Mtre L. Bédard et témoins, le 23 octobre 1896, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Châteauguay, le 24 juin 1899, dans le registre B, volume 41, page 696, sous le numéro 28166, et quant à l'autre moitié indivise, à la substitution créée par le testament de Catherine Robidoux, passé devant Mtre L. J. Lewis, notaire, le 27 février 1871, et enregistré, au bureau d'enregistrement du comté de Châteauguay, le 11 juillet 1871, dans le registre B, volume 16, sous le numéro 8962.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis, dans la présente cause, qui devait avoir lieu, le troisième jour de janvier dernier, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, à une heure de l'après-midi, aura lieu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, MARDI, le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 23 juillet 1900. 2869
[Première publication, 28 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Province de Québec, } THE GAULT BROS.
District of Bedford. } COMPANY LIMITED,
No 138. } TED, Requérente; et
JULIEN COTE, Débiteur; et AMBROSE L. KENT et ALPHONSE TURCOTTE, Curateurs-conjoints.

1° Une terre située dans le canton de Stanbridge, dans le district de Bedford, connue comme étant parties des lots onze et douze, dans le cinquième rang, arpentage primitif, du dit canton et maintenant désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous les numéros deux mille cent cinquante-sept et deux mille cent soixante (lots Nos 2157 et 2160), la dite terre ayant environ soixante et quinze (75) acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un autre morceau ou étendue de terre situé au même lieu, étant partie du lot numéro treize, dans le cinquième rang, arpentage primitif, du canton de Stanbridge, connu et désigné comme étant la juste moitié sud, le lot portant le numéro deux mille cent soixante et huit, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, la dite moitié sud du lot numéro deux mille cent soixante et huit, 2168, ayant cinquante-cinq acres en superficie, plus ou moins; et bornée au nord par la terre d'un nommé Dosithée Gaudreau, au sud par celle d'un nommé Oliva Dagesse, à l'est par un chemin public et, à l'ouest par la terre d'un nommé Addison Smith ou ses représentants—avec les bâtisses sus-érigées.

Les dits deux immeubles pour être vendus sujets à un bail passé le 18 novembre 1896, devant J. B. Demers, N. P., par le dit débiteur, failli, en faveur d'Hypolite Côté, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Blaise, district d'Iberville, pour un terme de trois années, lequel bail a été tacitement continué aux mêmes termes et conditions et expirera le 30 septembre prochain 1900—avec la réserve de la récolte sur les dits immeubles jusqu'à l'expiration du dit bail.

Pour être vendus à la porte de l'église de la

tution created by the will and testament of the late John Charters, passed before Mtre L. Bédard and witnesses, on the 23rd of October, 1896, and registered in the registry office of the county of Châteauguay, on the 24th of June, 1899, in register B, volume 41, page 696, under number 28166, and as to the other undivided half, to the substitution created by the will and testament of Catherine Robidoux, passed before Mtre L. J. Lewis, notary, on the 27th of February, 1871, and registered in the registry office of the county of Châteauguay, on the 11th of July, 1871, in register B., volume 16, under number 8962.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, which should have taken place, the third day of January, at the parochial church door of the parish of Saint Jean Chrysostôme, at one o'clock in the afternoon, will take place, at the parochial church door of the said parish of Saint Jean Chrysostôme, TUESDAY, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 23rd July, 1900. 2870
[First published, 28th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Iberville.

Province of Québec, } THE GAULT BROS.
District of Bedford. } COMPANY LIMITED,
No. 138. } TED, Petitioner; and JULIEN COTE, Debtor; and AMBROSE L. KENT and ALPHONSE TURCOTTE, Joint curators.

1. A farm situate in the township of Stanbridge, in the district of Bedford, and known as being parts of the lots eleven and twelve, in the fifth range, old survey, of the said township and now designated upon the official plan and book of reference for the said township of Stanbridge, by the numbers two thousand one hundred and fifty-seven and two thousand one hundred and sixty (lots Nos. 2157 and 2160), being the same farm of about seventy-five (75) acres in superficies, more or less—with buildings thereon erected.

2. Another piece or tract of land situate at the same place, being part of the lot number thirteen, in the fifth range, old survey of the township of Stanbridge, and known and designated as being the just south half, the lot bearing the number two thousand one hundred and sixty-eight, of the official plan and book of reference for the said township of Stanbridge, being the said half of lot number two thousand one hundred and sixty-eight, 2168, fifty-five acres in superficies, more or less; and bounded to the north by the land of one Dosithée Gaudreau, to the south by that of one Oliva Dagesse, to the east by a public highway, and to the west by land belonging to one Addison Smith or his representatives—with the buildings thereon erected.

Said sale of said two immovables to be made subject to a lease consented, on the 18th November, 1896, before J. B. Demers, N. P., by said debtor-insolvent, to Hypolite Côté, farmer, of the parish of Sainte-Blaise, district of Iberville, for a term of three years, which lease was tacitly continued under the same terms and conditions and will expire on the 30th September next, 1900—with the reserve of the crop on said immovables till the expiration of said lease.

To be sold at the parish church door of Saint

paroisse de Saint-Damien, dans la ville de Bedford et district de Bedford, le DIX HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.
Bureau du Shérif, Sweetsburg, 28 juin 1900. 2637-2
[Première publication, 7 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } DAME SARAH L. RUDD, du canton
District de Bedford, } de Stanbridge, dans le dit
No 6586. } district, veuve de feu Allen B. Gage, en son vivant cultivateur, du même lieu, tant en son nom personnel qu'en sa qualité de tutrice dument nommée aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Allen B. Gage, Demanderesse; contre les terres et tenements de MINNIE ALLEN, épouse commune en biens d'Alva Gates, tous deux de Hartford, dans l'Etat du Connecticut, un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit Alva Gates, pour autoriser sa dite épouse, et Alberti *alias* Bert Allen, de la partie est du canton de Farnham, dans le dit district, et Lorenzo Allen, de la cité de San Francisco, dans l'Etat de Californie, un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeurs.

Toute cette étendue de terre sise et située dans le canton de Dunham, dans le district de Bedford, composée de la moitié nord de la partie est du lot numéro deux, dans le huitième rang des lots du dit canton, et maintenant connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton comme lots numéros sept cent vingt-deux (722) et sept cent vingt-quatre (724), contenant cinquante-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins—ensemble avec le droit de passage à perpétuité de vingt pieds de largeur, aller et retour, sur la dite étendue de terre et à travers l'extrémité est de la moitié sud de la dite partie est du dit lot numéro deux, dans le huitième rang, et maintenant connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels comme lot numéro sept cent vingt-trois (723); sujet à l'entretien à perpétuité, partie par l'acquéreur et futur propriétaire ou futurs propriétaires des dits lots numéros sept cent vingt-deux (722) et sept cent vingt-quatre (724), à ses frais ou à leurs frais et dépens, d'une clôture convenable et suivant la loi autour du dit chemin.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Croix, dans le village de Dunham, district de Bedford, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant midi.

CHS. S. COTTON, Sheriff.
Bureau du shérif, Sweetsburg, 24 juillet 1900. 2907
[Première publication, 28 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plusbas.

**MANDAT DES CURATEURS.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } THE GAULT BROS
No 138. } COMPANY, LIMITED,
Requérants; et JULIEN COTE, Débiteur insolvable; et AMBROSE L. KENT et ALPHONSE TURCOTTE, Curateurs conjoints.

Un lot de terre situé au côté est de la rue Jacques-Cartier, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cent quatre-vingt-quatre (No. 184),

Damien, in the town of Bedford and district of Bedford, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.
Sheriff's Office, Sweetsburg, 28th June, 1900. 2638
[First published, 7th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } DAME SARAH L. RUDD, of the township of Stan-
District of Bedford, } bridge, in said district, widow
No. 6586. } of the late Allen B. Gage, in his lifetime of the same place, farmer, as well in her personal capacity as in her capacity of tutrix duly named and appointed to the minor children issue of her marriage with the said Allen B. Gage, Plaintiff; against the lands and tenements of MINNIE ALLEN, wife common as to property of Alva Gates, both of Hartford, in the state of Connecticut one of the United States of America, and the said Alva Gates, for the purpose of authorizing his said wife, and Alberti *alias* Bert Allen, of the east part of the township of Farnham, in said district, and Lorenzo Allen, of the city of San Francisco, in the State of California, one of the United States of America, Defendants.

All that certain tract or parcel of land situate and being in the township of Dunham, in the district of Bedford, composed of the north half of the easterly part of lot number two, in the eighth range of lots of said township, and now known and designated on the official plan and in the book of reference of said township as lots numbers seven hundred and twenty-two (722) and seven hundred and twenty-four (724), containing fifty-five acres of land in superficies, more or less, together with the right of way forever, of twenty feet wide to and from said tract or parcel of land a cross the easterly end of the south half of the said easterly part of said lot number two, in the eighth range, and now known and designated on said official plan as lot number seven hundred and twenty-three (723); subject to the maintaining and keeping forever on the part of the purchaser and future owner or owners of said lots numbers seven hundred and twenty-two (722) and seven hundred and twenty-four (724), at his or their cost and expense of a proper fence according to law around said road.

To be sold at the parish church door of Sainte Croix, in the village of Dunham, and district of Bedford, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. S. COTTON, Sheriff.
Sheriff's Office, Sweetsburg, 24th July, 1900. 2908
[First published, 28th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**CURATORS' WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John, to wit: } THE GAULT BROS
No. 138. } COMPANY, LIMITED, Petitioner; and JULIEN COTE, Insolvent debtor; and AMBROSE L. KENT and ALPHONSE TURCOTTE, Joint curators.

A lot of land situate on the east side of Jacques Cartier street, in the town of Saint John, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint John, under the number one hundred and

de contenance de trente-six pieds de front sur cent quarante-quatre pieds de profondeur—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 29 juin 1900. 2645-2
[Première publication, 7 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Court of Circuit—District of Montreal.

Canada, } THE MASSEY HARRIS
Province de Québec, } COMPANY, LIMITED,
District d'Iberville, } Demanderesse; contre
No 6055. } PIERRE LAROSE, Défendeur.

Une terre sise et située sur le rang de Kempt, en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, connue et désignée comme étant la juste moitié nord du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (moitié du No 184), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Alexandre susdite, de la contenance d'environ quatre-vingts arpents en superficie; bornée en front par le chemin public du dit rang de Kempt, en profondeur par la partie sud du dit lot No 184, à l'est par le lot No 185, et à l'ouest par le lot No 183—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Alexandre, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 29 juin 1900. 2643.2
[Première publication, 7 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montreal.

Joliette, à savoir: } JOSEPH FEREOLE DU-
No 266. } BREUIL, Demandeur;
contre EVANGELISTE JOLY, Défendeur.

Un emplacement situé en le village de Saint-Gabriel de Brandon, en la concession Saint-David, seigneurie de Lanaudière, de quarante pieds de front sur cent trente-cinq pieds de profondeur, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-onze (91), de la subdivision du lot numéro 232, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 3 juillet 1900. 2639.2
[Première publication, 7 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

eighty-four (No. 184), containing thirty-six feet in front by one hundred and forty-four feet in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the EIGHTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 29th June, 1900. 2646
[First published, 7th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Montreal.

Canada, } THE MASSEY HARRIS
Province of Quebec, } COMPANY, LIMITED,
District of Iberville, } Plaintiff; against PIERRE
No. 6055. } LAROSE, Defendant.

A ferme lying and situate on the range of Kempt, in the parish of Saint-Alexandre, in the district of Iberville, known and designated as being the exact northern half of the lot number one hundred and eighty-four (half of No. 184), of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Alexandre aforesaid, containing about eighty arpents in superficies; bounded in front by the public road of the said range of Kempt, in depth by the southern part of the said lot No. 184, to the east by the lot No. 185, and to the west by the lot No. 183—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint-Alexandre, on the SEVENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John, 29th June, 1900. 2644
[First published, 7th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Montreal.

Joliette, to wit: } JOSEPH FEREOLE DU-
No. 266. } BREUIL, Plaintiff; against
EVANGELISTE JOLY, Defendant.

A lot situate in the village of Saint Gabriel de Brandon, in the Saint David concession, seigniorie of Lanaudiere, of forty feet in front by one hundred and thirty-five feet in depth, known and described as number ninety-one (91), of the subdivision of lot No. 232, to the official plan and book of reference of the parish of Saint Gabriel de Brandon—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the EIGHTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 3rd July, 1900. 2640
[First published, 7th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure—District de Kamouraska—
Fraserville.*

No 2737.

THADEE HUDON dit **BEAULIEU**, de la ville de Lawrence, dans les Etats-Unis d'Amérique, commis marchand, Demandeur; vs. **JOSEPH HUDON** dit **BEAULIEU**, de Saint-Pacôme, dans le district de Kamouraska, Défendeur.

1° Une terre sise et située dans les second et troisième rangs de la seigneurie de la Bouteillerie, dans la paroisse de Saint-Pacôme, dans le comté de Kamouraska, de trois arpents de front sur quarante-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins, la dite terre étant le lot numéro 195, du cadastre de la dite paroisse de Saint-Pacôme—avec maison, grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un circuit de terre situé au même lieu, d'environ cinq arpents en superficie, et portant le numéro 192, du même cadastre.

3° Un circuit de terre situé au même lieu, d'environ cinq arpents en superficie, et portant le numéro 193, du même cadastre.

4° Une terre située sur le septième rang de la dite seigneurie, dans la dite paroisse de Saint-Pacôme, d'un arpent de front sur quarante arpents de profondeur, laquelle terre est connue et désignée au cadastre précité sous le numéro 960.

5° Une autre terre située au même endroit, d'un arpent de front sur quarante arpents de profondeur, laquelle terre porte le numéro 962, du même cadastre.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Pacôme, **MERCREDI**, le **HUITIEME** jour d'**AOÛT** prochain, à **DIX** heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du shérif,
Fraserville, 3 juillet 1900.

Shérif,
2667.2

[Première publication, 7 juillet 1900].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court, district of Kamouraska.—
Fraserville.*

No. 2737.

THADEE HUDON dit **BEAULIEU**, of the town of Lawrence, in the United States of America, merchant's clerk, Plaintiff; vs. **JOSEPH HUDON** dit **BEAULIEU**, of Saint Pacôme, in the district of Kamouraska, Defendant.

1. A land situate and being in the second and third ranges of the seignory of La Bouteillerie, in the parish of Saint Pacôme, in the county of Kamouraska, of three arpents in front by forty-two arpents in depth, the whole more or less, the said land being lot number 195, of the cadastre of the said parish of Saint Pacôme—with house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A circuit of land situate at the same place, of about five arpents in area, and bearing the number 192, of the same cadastre.

3. A circuit of land situate at the same place, of about five arpents in area, and bearing the number 193, of the same cadastre.

4. A land situate in the seventh range of the said seignory, in the said parish of Saint Pacôme, of one arpent in front by forty arpents in depth, which land is known and described on the aforesaid cadastre as number 960.

5. Another land situate at the same place, of one arpent in front by forty arpents in depth, which land bears the number 962, of the same cadastre.

To be sold at the church door of Saint Pacôme, on **WEDNESDAY**, the **EIGHTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office,
Fraserville, 3rd July, 1900.

Sheriff,
2668

[First published, 7th July, 1900].

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **AMBROSE L. KENT**,
No 250. } comptable, de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal, et al., tous en leur qualité de liquidateurs à la Banque Ville Marie, corps politique et incorporé, ayant ci-devant fait affaires comme banque, et ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, dit district, Demandeurs; contre les terres et tenements de **JOSEPH GAUTHIER**, de la ville des Laurentides, district de Joliette, l'un des défendeurs, conjointement et solidairement avec **L. J. Gauthier**, de Saint-Lin, dit district de Joliette, déjà condamné par jugement du trente janvier dernier (1900), et **Paula S. Gauthier**, aussi de Saint-Lin susdit, les autres défendeurs.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le septième jour de juin dernier (1900), à deux heures de l'après-midi, aura lieu de nouveau à **DIX** heures de l'avant-midi, en mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-DEUXIEME** jour d'**AOÛT** prochain, à la folle enchère, frais, risques et charges de **Keinton F. Dorion**, étudiant en médecine, de Montréal, l'adjudicataire en défaut, et cela à la charge et sous toutes peines que de droit, même par contrainte par corps. Un dépôt de deux cents piastres (\$200.00) sera exigé de chaque enchérisseur lors de

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **AMBROSE L. KENT**,
No. 250. } accountant, of the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal, et al., all in their quality of liquidators to the Banque Ville Marie, a body politic and corporate, having heretofore carried on business as a bank, and having its principal business office at Montreal, said district, Plaintiffs; against the lands and tenements of **JOSEPH GAUTHIER**, of the town of Laurentides, district of Joliette, one of the defendants jointly and severally with **L. J. Gauthier**, of Saint Lin, said district of Joliette, already condemned by judgment of the thirtieth of January last (1900), and **Paula S. Gauthier**, also of Saint Lin aforesaid, the other defendants.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which took place at my office, in the city of Montreal, on the seventh day of June last (1900), at two o'clock in the afternoon, will take place again at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY-SECOND** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon, at the resale, costs, peril and charges of **Keinton F. Dorion**, medical student, of Montreal, the defaulting bidder, and this subject to the charge and under all the legal penalties, including coercive imprisonment. A deposit of two hundred dollars (\$200.00), will be required from each bidder at his

sa première enchère, suivant jugement en date du quinze juin 1900.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Montréal, 23 juillet 1900. Shérif. 2863
[Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : { **PAUL GALIBERT**, manu-
No 1310. } facturier, de la cité et du
district de Montréal. Demandeur ; contre les terres
et tenements de **HYPOLITE GOUGEON**, entre-
preneur, de la cité de Sainte-Cunégonde de Mont-
réal, district de Montréal, Défendeur.

Deux lots de terre situés sur le côté nord-est de
l'avenue Walker, en la cité de Saint-Henri, portant
les numéros quatre-vingt-quatre et quatre-vingt-
cinq, de la subdivision du lot trois cent quatre-
vingt-cinq (385-84, 85), des plan et livre de renvoi
officiels de la municipalité de la paroisse de Mont-
réal, dans le comté d'Hochelega, contenant ensemble
quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-
dix pieds de profondeur—avec deux maisons en bri-
ques contenant six logements qui portent les numé-
ros 81, 83, 85, 87, 91, de la dite avenue Walker, et
leurs dépendances et droit de passage en commun
avec d'autres dans la ruelle qui passe en arrière des
dits lots et dans une autre sur laquelle s'ouvre cette
dernière.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de
Montréal, le TRENTE-UNIÈME jour d'AOUT
prochain, à DIX heures de l'avant midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Montréal, 24 juillet 1900. Shérif. 2865
[Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : { **FELIX LIBERCENT**,
No. 867. } boucher, des cité et dis-
trict de Montréal, Demandeur ; contre les terres et
tenements de **ALPHONSE VALLEE**, cultivateur,
de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle,
district de Montréal, et de **DAME CATHERINE**
BRENNAN, son épouse séparée de biens, du même
lieu, Défendeurs.

Saisis comme appartenant et en la possession des
dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-
Anne du Bout de l'Isle, faisant partie du lot de terre
connu et désigné, sous le numéro trois cent vingt-
deux (322), aux plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle, de la
contenance de un arpent et demi de front sur trente-
sept arpents de profondeur, et borné comme suit :
devant par le chemin public, en arrière par les terres
de la Côte Sainte-Marie, d'un côté à l'est par **Hus-
mer Robillard**, et de l'autre côté par **Amable Vallée**
—avec une maison, une grange et autres bâtiments
dessus érigés. A distraire de cette terre le droit de
passage pour le chemin de fer Ontario et Québec.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, et
faisant partie du même numéro, et situé entre le
chemin public et le lac Saint-Louis, mesurant cent
quatre-vingt pieds de front sur la profondeur qu'il y
a à partir du chemin public qui le borne en front à
aller au lac Saint-Louis qui le borne en profondeur ;
borné d'un côté à l'ouest par **Amable Vallée**, et
d'autre côté à l'est par **M. Mudge**—sans bâtisses.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, fai-
sant partie du même numéro, contenant quinze
pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a entre le
chemin public et le lac Saint-Louis ; borné d'un
côté à l'ouest par **M. Mudge**, et d'autre côté par **M.
Binks**—sans bâtisses.

4° Un autre lot de terre situé en la paroisse de
Sainte-Jeanne de l'Isle Perrot, connu et désigné aux
plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de

first bid, pursuant to the judgment dated the fif-
teenth of June, 1900.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Montréal, 23rd July, 1900. Sheriff. 2864
[First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : { **PAUL GALIBERT**, manu-
No. 1310. } facturer, of the city and
district of Montreal. Plaintiff ; against the lands
and tenements of **HYPOLITE GOUGEON**, con-
tractor, of the city of Sainte-Cunégonde de Montréal,
district of Montreal, Defendant.

Two lots of land situate on the north east side of
Walker Avenue, in the city of Saint Henry, bearing
the number eighty-four and eighty-five, of the sub-
division of the lot three hundred and eighty-five
(385-84, 85), of the official plan and book of refer-
ence of the municipality of the parish of Montreal,
in the county of Hochelega, containing together
forty-five feet in width by ninety feet in depth—
with two brick houses containing six dwellings
which bear the numbers 81, 83, 85, 87, 91 of the
said Walker Avenue, and their dependencies, and
right of passage in common with others in the lane
which runs in rear of the said lots and in another on
which the last one opens.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at
TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Montréal, 24th July, 1900. Sheriff. 2864
[First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : { **FELIX LIBERCENT**, but-
No. 867. } cher, of the city and dis-
trict of Montreal, Plaintiff ; against the lands and
tenements of **ALPHONSE VALLEE**, farmer, of
the parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle, district
of Montreal, and of **DAME CATHERINE BRENNAN**,
his wife, separated as to property, of the same
place, Defendants.

Seized as belonging and in the possession of the
said defendants the following immovables, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte
Anne du Bout de l'Isle, forming part of the lot of
land known and described as number three hundred
and twenty-two (322), on the official plan and book
of reference of the parish of Sainte Anne du Bout
de l'Isle, containing one arpent and a half in front,
by thirty-seven arpents in depth, and bounded as
follows : in front by the public road, in rear by the
lands of the Côte Sainte Marie, on one side to the
east by **Husmer Robillard**, and on the other side by
Amable Vallée—with a house, a barn and other
buildings thereon erected. Reserving from this
land the right of passage for the Ontario and
Quebec Railway.

2. Another lot of land situate at the same place,
and forming part of the same number, and situate
between the public road and the Lake Saint Louis,
measuring one hundred and eighty feet in front by
the depth there may be starting from the public
road which bounds it in front going to the Lake
Saint Louis which bounds it in depth ; bounded on
one side to the west by **Amable Vallée**, and on the
other side to the east by **M. Mudge**—without
buildings.

3. Another lot of land situate at the same place,
forming part of the same number, containing fifteen
feet in width, by the depth there may be between
the public road and the Lake Saint Louis ; bounded
on one side to the west by **M. Mudge**, and on the
other side by **M. Binks**—without buildings.

4. Another lot of land situate in the parish of Sainte
Jeanne de l'Isle Perrot, known and described on the
official plan and book of reference of the said parish

Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, sous les numéros deux cent quatorze, deux cent seize et deux cent dix-sept (214, 216, 217), contenant cinquante-huit arpents en superficie, plus ou moins, et borné comme suit : devant par la Rivière Ottawa, en arrière partie par Amable Vallée et partie par M. Charlebois, d'un côté à l'est par M. Charlebois, et d'autre côté à l'ouest par Dolphis Lebeau—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit, savoir : les paragraphes 1, 2 et 3, en mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi, et le paragraphe numéro quatre (4), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 24 juillet 1900. Shérif, 2867

[Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **B**ENJAMIN VOYER, No 972. } Bourgeois, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de ALDERIC LEONARD, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, au quartier Saint-Louis, présentement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le lot officiel numéro neuf cent vingt-neuf (No 929), de la contenance de quarante pieds de front sur soixante et douze pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins ; borné en front par la rue Cadieux—avec une maison en bois lambrissée en brique, et autres bâtisses extérieures dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 25 juillet 1900. Député Shérif, 2879

[Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **R**OSE DE LIMA GOD- No 1677. } MAIRE, d'Acton Vale, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse contractuellement séparée de biens de Cléophas Roussin, cultivateur, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse à ester en justice, Demanderesse ; contre les terres et tenements de W. D. ROBINSON, d'Acton Vale, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Trois lopins de terre situés dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal, ayant front sur l'avenue Grosvenor, et respectivement connus : 1° l'une sous le numéro deux, de la subdivision officielle quatre-vingt-treize du numéro officiel deux cent dix-neuf (219-93-2), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; 2° un autre sous le numéro deux, de la subdivision officielle numéro quatre-vingt-douze, du numéro officiel deux cent dix-neuf (219-92-2) des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de la paroisse de Montréal ; 3° et le troisième composé du lot de terre connu sous le numéro un, de la subdivision officielle numéro quatre-vingt-douze, du numéro officiel deux cent dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels, et du numéro trois, de la subdivision officielle numéro quatre-vingt-onze, du numéro officiel deux cent dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de la paroisse de Montréal, (219-92-1 et 219-91-3), chacun de ces trois lopins de terre contenant vingt-quatre pieds de front par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins—avec les

of Sainte Jeanne de l'Île Perrot, as numbers two hundred and fourteen, two hundred and sixteen and two hundred and seventeen (214, 216, 217), containing fifty-eight arpents in area, more or less, and bounded as follows : in front by the river Ottawa, in rear partly by Amable Vallée and partly by M. Charlebois, on one side to the east by M. Charlebois, and on the other side to the west by Dolphis Lebeau—with circumstances and dependencies.

To be sold as follows, to wit : paragraphs 1, 2 and 3, at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon, and paragraph number four (4), at the parochial church door of the parish Sainte Jeanne de l'Île Perrot, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 24th July, 1900. Sheriff, 2868

[First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, to wit : } **B**ENJAMIN VOYER, gen- No. 972. } tleman, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALDERIC LEONARD, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, Saint Louis ward, now known and described on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, as official number nine hundred and twenty-nine (929), containing forty feet in front by seventy two feet in depth, english measure, and more or less ; bounded in front by Cadieux street—with a wooden houses cased with brick, and other exterior buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montréal, 25th July 1900. Deputy Sheriff, 2880

[First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **R**OSE DE LIMA GOD- No. 1677. } MAIRE, of Acton Vale, in the district of Saint Hyacinth, wife of separated as to property by marriage contract of Cléophas Roussin, farmer, of the same place, and the latter a party hereunto to authorize his wife to appear in judicial proceedings, Plaintiff ; against the lands and tenements of W. D. ROBINSON, of Acton Vale, in the district of Saint Hyacinth, Defendant.

Three lots of land situate in the town of Westmount, in the district of Montreal, fronting on Grosvenor avenue, and known respectively as : 1. one as number two, of the official subdivision ninety-three, of the official number two hundred and nineteen (219-93-2), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ; 2. another lot known as number two, of the official subdivision ninety-two, of the official number two hundred and nineteen (219-92-2), of the said official plan and book of reference of the said municipality of the parish of Montreal ; 3. and the third made up of the lot of land known as number one, of the official subdivision number ninety-two, of the official number two hundred and nineteen, of the said official plan and book of reference, and of number three, of the official subdivision number ninety-one, of the official number two hundred and nineteen, of the said official plan and book of reference of the said municipality of the parish of Montreal, (219-92-1 and 219-91-3), each of the said three lots of land containing twenty-four feet in front by ninety-six feet in depth, the whole english measure, and more or less—with the

maisons dessus érigées, dépendances et servitudes y attachées (ces deuxième et troisième lopins de terre ne formant qu'une seule exploitation) et notamment avec droit de passage avec tous autres, pouvant y avoir droit, dans le passage de huit pieds de largeur par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, situé entre les deux lots en premier lieu désignés; le dit passage connu lui-même sous les numéros un, de la subdivision officielle quatre-vingt-treize, et trois de la subdivision officielle quatre-vingt-douze, du dit lot officiel numéro deux cent dix-neuf, des dits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et aussi avec droit de passage dans le passage situé en arrière des trois lopins de terre présentement saisis; ce dernier passage portant entre autres numéros, les numéros quatre des subdivisions officielles quatre-vingt-douze et quatre-vingt-treize, du dit numéro officiel deux cent dix-neuf.

4° Un autre lopin de terre situé dans la dite ville de Westmount, dit district de Montréal, ayant front sur la dite avenue Grosvenor, de la contenance de cinquante pieds de front par cent onze pieds de profondeur, plus du moins, connu et désigné sous le numéro cent vingt-sept, de la subdivision officielle du dit numéro deux cent dix-neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité de la paroisse de Montréal—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 juillet 1900
[Première publication 7 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: { NOE DINELLE, FILS, No. 416. } plombier-couvreur, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de NOE DINELLE, PÈRE, du même lieu, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la ville de Saint-Louis, dans le comté d'Hochelega, dans le district de Montréal, connu sous le numéro cent soixante-cinq (165), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro cent trente-sept (137); borné en front par l'avenue de l'Hôtel-de-Ville—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La moitié d'un lot de terre sis et situé au même endroit, connu sous le numéro cinq cent vingt-deux (522), de la subdivision du lot officiel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro onze (11); borné en front par la rue Saint-Urbain, en arrière par une ruelle, d'un côté par l'autre moitié du dit lot cinq cent vingt-deux (522), et de l'autre côté par le lot numéro cinq cent vingt-et-un (521), de la susdite subdivision—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° La moitié indivise dans un lot de terre et les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sis et situé au même endroit, connu sous le numéro deux cent quarante-trois (243), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro cent trente-sept (137); borné en front par l'avenue de l'Hôtel-de-Ville.

4° Deux lots de terre sis et situés dans la ville d'Outremont, dans le comté d'Hochelega, dans le district de Montréal, connus sous les numéros trois cent quatre et trois cent cinq (304 et 305), de la subdivision du lot officiel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trente-

houses thereon erected, dependencies and servitudes attached thereto (the second and third lots of land forming only one and the same plot) and especially with the right of passage along with the others entitled thereto, in the passage eight feet wide by ninety-six feet in depth, situate between the two lots firstly described; the said passage being itself known as numbers one, of the official subdivision ninety-three, and three of the official subdivision ninety-two, of the said official lot number two hundred and nineteen, of the said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montréal, and also with the right of passage in the passage situate in rear of the three lots of land now seized; this last passage bearing amongst other numbers, the numbers four of the official subdivisions ninety-two and ninety-three, of the said official number two hundred and nineteen.

4° Another lot of land situate in the said town of Westmount, said district of Montréal, fronting on the said Grosvenor avenue, containing fifty feet in front by one hundred and eleven feet in depth, more or less, known and described as number one hundred and twenty-seven, of the official subdivision of the said number two hundred and nineteen, of the official plan and book of reference of the said municipality of the parish of Montréal—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff, Montréal, 3rd July, 1900. 2642
[First published, 7th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: { NOE DINELLE, JUNIOR, No. 416. } plumber and roofer, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of NOE DINELLE, SENIOR, of the same place, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the town of Saint Louis, in the county of Hochelega, in the district of Montreal, known as number one hundred and sixty-five (165), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, as number one hundred and thirty-seven (137); bounded in front by City Hall avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The half of a lot of land situate and being at the same place, known as number five hundred and twenty-two (522), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, as number eleven (11); bounded in front by Saint Urbain street, in rear by a lane, on one side by the other half of the said lot five hundred and twenty-two (522), and on the other side by lot number five hundred and twenty-one (521), of the said subdivision—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The undivided half in a lot of land and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situate and being in the same place, known as number two hundred and forty-three (243), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, as number one hundred and thirty-seven (137); bounded in front by City Hall avenue.

4. Two lots of land situate and being in the town of Outremont, in the county of Hochelega, in the district of Montréal, known and described as numbers three hundred and four and three hundred and five (304 and 305), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the

trois (33) ; bornés en front par la rue Querbes—sans bâtisses.

5° Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connus sous les numéros cent cinq (105) et cent six (106), de la subdivision du lot officiel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro trois cent vingt-cinq (325) ; bornés en front par la rue Saint-André—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

6° Six lots de terre sis et situés dans la ville de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, connus sous les numéros cent quarante-quatre (144), cent quarante-cinq (145) et cent quarante-six (146) ; bornés en front par la rue Saint-Pierre et les numéros cent quarante-sept (147), cent quarante huit (148) et cent quarante neuf (149) ; bornés en front par l'avenue Ouimet, les dits lots étant de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro quatre cent neuf (409)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et formant une seule et même exploitation.

7° Un lot de terre sis et situé dans le village de Villeray, dans le district de Montréal, connu sous le numéro trois cent trente-trois (333), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489) ; borné en front par la rue Labelle—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 4 juillet 1900. Shérif, 2655.2
[Première publication, 7 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir :) ELZEAR GIROUX, FILS, de No 1707.) Saint-Colomban de Sillery, journalier ; contre X. SAVARD, de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, et LOUISE BOIVIN, du même lieu, épouse de Xavier Savard, et le dit X. Savard pour assister sa dite épouse, conjointement et solidairement, à savoir :

1° Une portion du lot No 513 (cinq cent treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, contenant soixante pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins ; bornée au sud par le chemin public, à l'ouest par un ruisseau appelé Ruisseau Gauvin, à l'est et en arrière par Joseph Savard ou représentants, étant un emplacement situé sur le chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Tous les droits que chacun des défendeurs a ou pourra avoir sur le lot No 514 (cinq cent quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, et spécialement le droit de réméré sur le dit lot, étant un lot de terre situé à Longue-Queue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de

parish of Montreal, as number thirty-three (33) ; bounded in front by Querbes street—without buildings.

5. Two lots of land situate and being in Saint Denis ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal, known as numbers one hundred and five (105), and one hundred and six (106), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, as number three hundred and twenty-five (325) ; bounded in front by Saint Andrew street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

6. Six lots of land situate and being in the town of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, in the district of Montreal, known as numbers one hundred and forty-four (144), one hundred and forty-five (145), one hundred and forty-six (146) ; bounded in front by Saint Peter street and numbers one hundred and forty-seven (147), one hundred and forty-eight (148) and one hundred and forty-nine (149) ; bounded in front by Ouimet avenue, said lots being of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, as number four hundred and nine (409)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and forming one and the same plot.

7. A lot of land situate and being in the village of Villeray, in the district of Montreal, known as number three hundred and thirty-three (333), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, as number four hundred and eighty-nine (489) ; bounded in front by Labelle street—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 4th July, 1900. Sheriff, 2656
[First published, 7th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Quebec, to wit :) ELZEAR GIROUX, JUNIOR, of No. 1707.) Saint Colomban de Sillery, laborer ; against X. SAVARD, of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, and LOUISE BOIVIN, of the same place, wife of Xavier Savard, and the said X. Savard to assist his said wife, jointly and severally, to wit :

1. A part of lot No. 513 (five hundred and thirteen), of the official cadastre of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, containing sixty feet in front by ninety feet in depth, more or less ; bounded on the south by the public road, on the west by a creek called Ruisseau Gauvin, on the east and in rear by Joseph Savard or representatives, being a lot situate on the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All the rights that each of the defendants has or may have on lot No. 514 (five hundred and fourteen), of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, and especially the right of redemption on said lot, being a lot situate at Longue Queue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of

Québec, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 26 juillet 1900. 2903
[Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } GEORGE ELIE AMYOT, de la
No 1757. } G de la cité de Québec,
manufacturier ; contre VITAL ALFRED EMOND,
du même lieu, à savoir :

Le lot No 55 (cinquante-cinq), du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues de Varennes et de la Couronne—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 26 juillet 1900. 2901
[Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } GEORGE VEZINA, de la
No 911. } G cité de Québec, comptable ;
contre EDOUARD MONTMINY, de la cité de
Sainte-Cunégonde de Montréal, à savoir :

Le lot No 1977 (mil neuf cent soixante-dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé rue Massue ; pour être vendu à la charge d'une rente foncière annuelle de six piastres et vingt cents (\$6.20), payable le vingt-neuf juin de chaque année, à la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 5 juillet 1900. 2671.2
[Première publication, 7 juillet 1900.]
[Publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DANS une cause où LA COM-
No 1696. } PAGNIE DE CHEMIN DE
FER DE QUEBEC, MONTMORENCY & CHAR-
LEVOIX, corporation légale, ayant son principal
établissement à Québec, était Demanderesse ; et
PIERRE MATHIEU, cultivateur, de la paroisse
de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, était
Défendeur, et Marguerite Bilodeau, veuve de Pierre
Mathieu, de la dite paroisse de L'Ange-Gardien,
était opposante. La dite demanderesse, La Com-
pagnie de chemin de fer de Québec, Montmorency
et Charlevoix ; contre Marguerite Bilodeau, veuve
de Pierre Mathieu, de la paroisse de L'Ange-Gardien,
à savoir :

1° La moitié indivise de la moitié nord-est du lot No 36 (trente-six), du cadastre officiel pour la paroisse de L'Ange-Gardien, étant une terre située au premier rang—circonstances et dépendances.

2° La moitié indivise du lot No 59 (cinquante-neuf), du cadastre officiel, pour la paroisse de L'Ange-Gardien, étant une terre située au premier rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 12 juillet 1900. 2719.2
[Première publication, 14 juillet 1900.]

Quebec, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 26th July, 1900. 2904
[First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } GEORGE ELIE AMYOT, of
No. 1757. } G the city of Quebec, manu-
facturer ; against VITAL ALFRED EMOND, of
the same place, to wit :

Lot No. 55 (fifty-five), of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the corner of de Varennes and Crown streets—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 26th July, 1900. 2902
[First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } GEORGE VEZINA, of the
No. 911. } G city of Québec, accountant ;
against EDOUARD MONTMINY, of the city of
Sainte-Cunégonde de Montreal, to wit :

Lot No. 1977 (one thousand nine hundred and seventy-seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Massue street : to be sold subject to a yearly rent of six dollars and twenty cents (\$6.20), payable on the twenty-ninth June of every year, to the Community of the Reverend Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 5th July 1900. 2672
[First published, 7th July, 1900.]
[Publication, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } IN a cause wherein THE QUE-
No 1696. } BEC, MONTMORENCY &
CHARLEVOIX RAILWAY COMPANY, a
corporate body, having its chief establishment at
Quebec, was Plaintiff ; and PIERRE MATHIEU,
farmer, of the parish of L'Ange Gardien, county of
Montmorency, was Defendant, and Marguerite
Bilodeau, widow of Pierre Mathieu, of the parish
of L'Ange Gardien, was Opposant. The said plain-
tiff, the Quebec, Montmorency & Charlevoix Rail-
way Company ; against Marguerite Bilodeau, widow
of Pierre Mathieu, of the parish of L'Ange Gardien,
to wit :

1. The undivided half of the north east half of lot No. 36 (thirty-six), of the official cadastre for the parish of L'Ange Gardien, being a land situate on the first range—circumstances and dependencies.

2. The undivided half of lot No. 59 (fifty-nine), of the official cadastre for the parish of L'Ange Gardien, being a land situate on the first range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of L'Ange Gardien, county of Montmorency, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 12th July, 1900. 2720
[First published, 14th July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DANS** une cause où LA No 1696. } **COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE QUEBEC MONTMORENCY & CHARLEVOIX**, corporation légale, ayant son principal établissement à Québec, était demanderesse ; et **PIERRE MATHIEU**, cultivateur de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, était défendeur, et Marguerite Bilodeau, veuve de Pierre Mathieu, du même lieu, était tiers-saisie. La dite demanderesse La Compagnie de chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix ; contre Marguerite Bilodeau, veuve de Pierre Mathieu, de la paroisse de L'Ange-Gardien, à savoir :

1° La moitié indivise du lot No 29, (vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de L'Ange-Gardien, étant une terre située au premier rang—circonstances et dépendances.

2° La moitié indivise du lot No 66 (soixante-six), du cadastre officiel, pour la paroisse de L'Ange-Gardien, étant une terre située au premier rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 12 juillet 1900. [Première publication, 14 juillet 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **WILLIAM CARRIER**, de No 111. } Québec, marchand de fleur en gros ; contre **DOCITHE ARCAND**, de Québec, courtier, en qualité de curateur à la succession vacante de Jacques Verret, en son vivant de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, épiciier et boulanger, à savoir :

1° Tous les droits que pouvait avoir, le quatre juin dernier, Jacques Verret, à son décès, sur les lots Nos 334 (trois cent trente-quatre) et 335 (trois cent trente-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, et sur les bâtisses dessus construites, avec servitudes actives et sujets aux servitudes passives, étant un emplacement situé sur le chemin public, pour être vendu en un seul lot—circonstances et dépendances.

2° Tous les droits que pouvait avoir le dit Jacques Verret, à son décès, sur le lot No 26 (vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, et sur les bâtisses dessus construites, moulin à scie, moulin à bardeau, ainsi que les bouilloires, engin, machineries, outillages et appareils à l'usage du dit moulin, étant un lot de terre situé le long du chemin public—circonstances et dépendances.

Pour être vendu, le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, comté de Québec, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin, et le lot en deuxième lieu décrit, pour être vendu le MEME JOUR, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, à DEUX heures après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, le 12 juillet 1900. [Première publication, 14 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, to wit : } **IN** a suit in which **THE** No 1696. } **QUEBEC, MONTMORENCY AND CHARLEVOIX RAILWAY COMPANY**, a corporate body, having its chief establishment at Québec, was Plaintiff ; and **PIERRE MATHIEU**, farmer, of the parish of L'Ange Gardien, county of Montmorency, was Defendant ; and Marguerite Bilodeau, widow of Pierre Mathieu, of the same place, was Garnishee. The said plaintiff the Québec, Montmorency and Charlevoix Railway Company ; against Marguerite Bilodeau, widow of Pierre Mathieu, of the parish of L'Ange Gardien, to wit :

1. The undivided half of lot No. 29 (twenty-nine), of the official cadastre for the parish of L'Ange Gardien, being a land situate in the first range—circumstances and dependencies.

2. The un-divided half of lot No. 66 (sixty-six), of the official cadastre for the parish of L'Ange Gardien, being a land situate in the first range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of L'Ange Gardien, county of Montmorency, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 14th July, 1900. [First published, 14th July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **WILLIAM CARRIER**, of No 111. } Québec, wholesale flour merchant ; against **DOCITHE ARCAND**, of Québec, broker, in his quality of curator to the vacant estate of Jacques Verret, in his lifetime of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, grocer and baker, to wit :

1. All the rights which the said Jacques Verret might have on the fourth of June last, at his decease, upon the lots Nos. 334 (three hundred and thirty four) and 335 (three hundred and thirty five), of the official cadastre for the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, and on the buildings thereon erected, with the active servitudes and subject to the passive servitudes ; being a lot situate on the public road, to be sold in one single lot,—circumstances and dependencies.

2. All the rights which the said Jacques Verret might have, at his death, on lot No. 26 (twenty six), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, and on the buildings thereon erected, saw mill, shingle mill, as also the boilers, engine, machinery, apparatus and gear for the use of the said mill, being a lot situate along the public road circumstances and dependencies.

To be sold, the lot firstly described, at the church door of the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, county of Québec, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lot secondly described to be sold on the SAME DAY, at the church door of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Québec, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 12th July, 1900. [First published, 14th July, 1900.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : **LA BANQUE DES CANTONS DE**
No 705.

L'EST, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse ; contre C. H. ADAMS, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, et GEORGE W. MERRILL, du canton de Compton, dans le dit district, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit George W. Merrill, un des dits défendeurs, les immeubles suivants, à savoir :

1° Cinq lots de terre situés dans le canton de Compton, dans le district de Saint-François, connus et décrits comme étant les lots numéros dix-neuf B (No 19 B), dix-neuf D (No 19 D), dix-neuf G (No 19 G), dix-neuf H (No 19 H) et dix-neuf A (No 19 A), dans le troisième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Compton—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Deux lots de terre situés dans le dit canton de Compton, connus et décrits comme étant les lots numéros dix-neuf A (No 19 A) et vingt C (No 20 C), dans le quatrième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Compton—avec les bâtisses sus-érigées.

3° Deux morceaux de terre situés dans le village de Compton, dans le dit district, connus et désignés comme étant le lot numéro quatre (No 4) et toute cette partie du lot numéro cinq (pt. No 5), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village de Compton, situés au nord d'une ligne tirée de l'est à l'ouest et divisant le carré de terre comprenant les dits lots numéros quatre et cinq en parties égales, la dite partie de lot numéro cinq (No 5) étant bornée au nord par la ligne entre le village de Compton et le canton de Compton, à l'est par le lot numéro dix (No 10) du dit village, au sud par le résidu du dit lot numéro cinq (No 5), et à l'ouest par la rivière Coaticook—sans bâtisses.

4° Un lot de terre situé dans le canton de Clifton, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt (No 20), dans le sixième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Clifton—circonstances et dépendances.

5° Dix-huit lots de terre situés dans le village de Marbleton, dans le dit district, connus et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village de Marbleton, comme suit : lot numéro cent soixante et huit (No 168) ; borné au sud par la rue Saint-Elzéar, et à l'est par la rue Saint-Adolphe—sans bâtisses. Lot numéro deux cent quatre-vingt dix (No 290) ; borné en front par le chemin public—avec bâtisses. Lot numéro deux cent quatre-vingt-douze (No 292) ; borné en front par la rue Saint-Elzéar—sans bâtisses. Lot numéro deux cent quatre-vingt-treize (No 293) ; borné en front par la rue Saint-Elzéar—avec bâtisses. Lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (No 298) ; borné en front par la rue Saint-Elzéar—avec bâtisses. Lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (No 299) ; borné à l'est par le No 296, à l'ouest par le No 300, au nord par le No 306, et au sud par le No 298—sans bâtisses. Lot numéro trois cent (No 300) ; borné au nord par le No 305, au sud par le No 301, à l'est par le No 299, et à l'ouest par le No 303—sans bâtisses. Lot numéro trois cent un (No 301) ; borné en front par la rue Saint-Elzéar—avec bâtisses. Lots numéros trois cent deux (No 302), trois cent trois (No 303), et trois cent quatre (No 304) ; bornés en front par la rue Saint-Adolphe—sans bâtisses. Lot numéro trois cent cinq (No 305) ; borné au nord par le ruisseau du moulin, au sud par le No 300, à l'est par le No 306, et à l'ouest par le No 304—sans bâtisses. Lot numéro trois cent six (No 306) ; borné en front par le chemin public—avec bâtisses. Lot numéro

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : **THE EASTERN**
No. 705. **TOWNSHIPS' BANK**

a body politic, duly incorporated and having its head office and principal place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against C. H. ADAMS, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, and GEORGE W. MERRILL of the township of Compton, in said district, (jointly and severally), Defendants.

Seized as belonging to the said George W. Merrill, one of the said Defendants, the following immovables, to wit :

1. Five lots of land situate in the township of Compton, in the district of Saint Francis, known and described as being the lots numbers nineteen B (No. 19 B), nineteen D (No. 19 D), nineteen G (No. 19 G), nineteen H (No. 19 H) and nineteen A (No 19 A), in the third range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Compton—with the buildings thereon erected.

2. Two lots of land situate in the said township of Compton, known and described as being the lots numbers nineteen A (No. 19 A) and twenty C (No. 20 C), in the fourth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Compton—with all the buildings thereon erected.

3. Two pieces of land situate in the village of Compton, in said district, known and described as being the lot number four (No. 4) and all that part of the lot number five (pt No. 5), on the official cadastral plan and book of reference of the said village of Compton, lying north of a line drawn from east to west and dividing the block of land comprising the said lots numbers four and five into equal parts, said part of lot number five (No. 5) bounded northerly by the line between the village of Compton, and the township of Compton ; westerly by the lot number ten (No 10), of the said village, southerly by the remainder of said lot number five (No. 5), and westerly by the Coaticook river—no buildings.

4. A lot of land situate in the township of Clifton, in the district of Saint Francis, known and described as being the lot number twenty (No. 20), in the sixth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Clifton—with the appurtenances thereunto belonging.

5. Eighteen lots of land situate in the village of Marbleton, in said district, known and described on the official cadastral plan and book of reference of the said village of Marbleton, as follows : lot number one hundred and sixty-eight (No. 168) ; bounded southerly by Saint Elzéar street, and easterly by Saint Adolphe street—no buildings. Lot number two hundred and ninety (No. 290) ; bounded in front by the public road—with buildings. Lot number two hundred and ninety-two (No. 292) ; bounded in front by Saint Elzéar street—no buildings. Lot number two hundred and ninety-three (No. 293) ; bounded in front by Saint Elzéar street—with buildings. Lot number two hundred and ninety-eight (No. 298) ; bounded in front by Saint Elzéar street—with buildings. Lot number two hundred and ninety-nine (No. 299) ; bounded easterly by No. 296, westerly by No. 300, northerly by No. 306 and southerly by No. 293—no buildings. Lot number three hundred (No. 300) ; bounded northerly by No. 305, southerly by No. 301, easterly by No. 299, and westerly by No. 303—no buildings. Lot number three hundred and one (No. 301) ; bounded in front by Saint Elzéar street—with buildings. Lots numbers three hundred and two (No. 302), three hundred and three (No. 303) and three hundred and four (No. 304) ; bounded in front by Saint Adolphe street—no buildings. Lot number three hundred and five (No. 305) ; bounded northerly by the mill brook, southerly by No. 300, easterly by No. 306, and westerly by No. 304—no buildings. Lot number three hun-

trois cent dix-sept (No 317); borné en front par le chemin public—avec bâtisses. Lots numéros trois cents dix-huit (No 318) et trois cent dix-neuf (No 319); bornés en front par le chemin public—sans bâtisses. Lot numéro trois cent vingt (No 320); borné en front par le chemin public—avec bâtisses, et lot numéro trois cent vingt et un (No 321); borné en front par le chemin public—sans bâtisses.

6° Un lot de terre situé dans le canton de Dudswell, dans le dit district, connu et désigné comme lot numéro vingt-sept D (No 27 D), dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dudswell—circonstances et dépendances.

7° Trois lots de terre situés dans le dit canton de Dudswell, connus et désignés comme étant les lots numéros vingt C (No 20 C), vingt-deux (No 22), et vingt et un C (No 21 C), dans le neuvième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dudswell—circonstances et dépendances.

Les terres mentionnées dans les paragraphes 1, 2 et 3, pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, dans le village de Compton, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Les terres mentionnées dans le paragraphe 4, pour être vendues au bureau du régistreur, pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans la ville de Cookshire, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT susdit, à UNE heure de l'après-midi. Les terres mentionnées dans les paragraphes 5 et 6, pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell, le TRENTIEME jour d'AOUT susdit, à DIX heures de l'avant-midi, et les terres mentionnées dans le paragraphe 7, pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille, le TRENTIEME jour d'AOUT susdit, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 25 juillet 1900. 2883
[Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, dans le village de Stanstead Plain.

Saint-François, à savoir: } FREDERICK H. No 352. RIDER, Demandeur;
contre GEORGE A. WOODWARD, Défendeur.

La moitié indivise d'un certain lot de terre situé dans le quatrième rang du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead, comme lot numéro deux cent cinquante (No 250), dans le dit quatrième rang circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 4 juillet 1900. 2665.2
[Première publication, 7 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

dred and six (No. 306); bounded in front by the public road—with buildings. Lot number three hundred and seventeen (No. 317); bounded in front by the public road—with buildings. Lots numbers three hundred and eighteen (No. 318) and three hundred and nineteen (No. 319); bounded in front by the public road—no buildings. Lot number three hundred and twenty (No. 320); bounded in front by the public road—with buildings, and lot number three hundred and twenty-one (No. 321); bounded in front by the highway—no buildings.

6. A lot of land situate in the township of Dudswell, in said district, known and described as the lot number twenty-seven D (No. 27 D), in the eighth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dudswell—with the appurtenances thereunto belonging.

7. Three lots of land situate in the said township of Dudswell, known and described as being the lots numbers twenty C (No. 20 C), twenty-two (No. 22), and twenty-one C (No. 21 C), in the ninth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dudswell—with all the appurtenances thereunto belonging.

To be sold the lands mentioned in paragraphs 1, 2 and 3, at the church door of the parish of Saint Thomas of Compton, in the village of Compton, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The lands mentioned in paragraph 4, to be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, in the town of Cookshire, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST aforesaid, at ONE of the clock in the afternoon. The lands mentioned in paragraphs 5 and 6 to be sold at the church door of the parish of Saint Adolphe of Dudswell, on the THIRTIETH day of AUGUST aforesaid, at TEN of the clock in the forenoon, and the lands mentioned in paragraph 7, to be sold at the church door of the parish of Saint Camille, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST aforesaid, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 25th July, 1900. 2884
[First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at the village of Stanstead Plain.

Saint Francis, to wit: } FREDERICK H. No. 352. RIDER, Plaintiff;
against GEORGE A. WOODWARD, Defendant.

The undivided half of that certain lot of land situate in the fourth range of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stanstead, as the lot number two hundred and fifty (No. 250), in the said fourth range—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the SEVENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 4th July, 1900. 2666
[First published, 7th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **DELLE ANNA**
 Sainte-Scholastique, à savoir : } **ELIZABETH**
 No 524. } **HUMPHREYS,**
 Demanderesse ; contre **ANTOINE BEAUCHAMP,**
 Défendeur, savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, sous le numéro sept cent soixante-quinze (775), contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur—avec les bâtisses y érigées.

2° Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, comme faisant partie du lot numéro sept cent soixante-seize (776), contenant deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, tenant devant au chemin de base, derrière à un nommé Taillefer, d'un côté à la terre sus désignée, et d'autre côté à David Morris ; à distraire néanmoins des dites terres ci-dessus désignées, la partie vendue à la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le TRENTIEME jour du mois d'AOUT prochain, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sainte-Scholastique, 23 juillet 1900. 2871
 [Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montréal, } **JOSEPH ODILON DU-**
 No 1134. } **PUIS ET AL.,** Deman-
 deurs ; contre **HERCULE LAURIN,** Défendeur,
 savoir :

Les lots de terre situés dans le dixième rang du township de Harrington, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit township de Harrington, sous les numéros vingt-cinq A, vingt-cinq B et vingt-six A (25 A, 25 B et 26 A)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, dit district, le TRENTI E-UNIEME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif
 Sainte-Scholastique, 23 juillet 1900. 2875
 [Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **DAME CORDELIA**
 Ste-Scholastique, à savoir : } **GUAY,** Demande-
 No 88. } resse ; vs **NOE CLE-**
MENT, FILS, Défendeur, savoir :

1° Une terre située à la rivière à Gagnon, en la paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, sous le numéro cinq cent quarante-sept (547)—avec les bâtisses y érigées.

2° Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cinq cent quarante-huit (548)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église catholique, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sainte-Scholastique, 23 juillet 1900. 2873
 [Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **MISS ANNA**
 Sainte Scholastique, to wit : } **ELIZABETH**
 No. 524 } **HUMPHREYS,**
 Plaintiff ; against **ANTOINE BEAUCHAMP,**
 Defendant, to wit :

1. A land situate in the parish of Sainte Therese de Blainville, district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference for the said parish, as number seven hundred and seventy-five (775), containing three arpents in front by twenty arpents in depth—with the buildings thereon erected.

2. Another land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as forming part of the lot number seven hundred and seventy-six (776), containing two arpents in front by twenty arpents in depth ; bounded in front by the base road, in rear by one Taillefer, on one side by the land above described, and on the other side by David Morris ; reserving, however, from the said lands above described, the part sold to the Canadian Pacific Railway Company.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Therese de Blainville, said district, on the THIRTIETH day of the month of AUGUST next, at noon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sainte Scholastique, 23rd July, 1900. 2872
 [First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal, } **JOSEPH ODILON DU-**
 No. 1134. } **PUIS EL AL.** Plaintiffs ;
 against **HERCULE LAURIN,** Defendant, to wit :

The lots of land situate in the tenth range of the township of Harrington, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference for the said township of Harrington, as numbers twenty-five A, twenty-five B and twenty-six A (25A, 25B and 26A)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, said district, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sainte Scholastique, 23rd July, 1900. 2876
 [First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **DAME CORDELIA**
 Sainte Scholastique, } **GUAY,** Plaintiff ;
 to wit : No. 88. } vs. **NOE CLEMENT,**
junior, Defendant, to wit :

1. A land situate at River à Gagnon, in the parish of Saint Jérôme, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish, under the number five hundred and forty-seven (547)—with the buildings thereon erected.

2. Another land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, under the number five hundred and forty-eight (548) — with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door in the town of Saint-Jérôme, in said district, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sainte Scholastique, 23rd July, 1900. 2874
 [First published, 28th July, 1900.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.*Trois-Rivières, à savoir : } **DIEUDONNE LE-TOURNEAU**,
No 440.Demandeur ; contre **THE STADACONA WATER, LIGHT AND POWER COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant :

Les systèmes d'aqueduc et d'égout situés dans le village de Grand'Mère, en la paroisse de Sainte-Flore, connus au plan et livre de renvoi spéciaux des dits systèmes, déposés par la défenderesse dans le bureau d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, sous la désignation spéciale A cinq, et décrits comme suit au dit livre de renvoi : tous les tuyaux d'aqueduc et d'égout, pièces spéciales et accessoires des systèmes d'aqueduc et d'égout du village de Grand'Mère, situés dans le chemin public du village appelé "le chemin de Sainte-Flore", et dans les rues et places publiques de la municipalité, et tous les tuyaux d'aqueduc et d'égout, pièces spéciales, machineries et autres accessoires des dits systèmes s'étendant dans aucune partie du dit village, et formant partie des dits systèmes, soit dans les rues ou sur les terrains publics ou privés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le **TRENTE ET UNIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 25 juillet 1900. 2899
[Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.*Trois-Rivières, à savoir : } **HONORÉ THERIEN**,
No 632. Demandeur ; contre
PHILIPPE DONTIGNY, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le canton Carignan, à l'endroit appelé "Rivière aux Rats", étant le numéro A, du troisième rang du dit canton, contenant environ cent trente-cinq acres en superficie ; borné d'un côté par le numéro cinquante-neuf, et de l'autre côté par le numéro soixante, du rang et canton susdits.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le **TRENTIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 25 juillet 1900. 2897
[Première publication, 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*Trois-Rivières, à savoir : } **DAME HELENE BELLEROSE**
No 574. et **EUGENE ROBERGE**, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Téléphore Rousseau, Demandeurs ; vs **SEVERE LAMPRON**, Défendeur, et Emmanuel Rousseau, curateur au délaissement.

Saisi en la possession d'Emmanuel Rousseau, curateur au délaissement, l'immeuble suivant :

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, district des Trois-Rivières, à la concession du sud-ouest, de forme irrégulière, contenant environ soixante arpents de terre en superficie, plus ou moins ; borné par le nord et le nord-ouest par un petit chenal et Hilaire Cour-

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—District of Three Rivers.*Three Rivers, to wit : } **DIEUDONNE LE-TOURNEAU**, Plaintiff ; against **THE STADACONA WATER, LIGHT AND POWER COMPANY**, a body politic and corporate, having its chief business office in the city of Montreal, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit :

The waterworks and drainage systems situate in the village of Grand'Mère, in the parish of Sainte-Flore, known on the official plan and book of reference of the said systems, filed by the defendant in the registry office of the county of Saint Maurice, under the special designation A five, and described as follows on the said book of reference : all the water pipes and drainage pipes, special pieces and accessories of the water and drainage systems of the village of Grand'Mère, situate in the public road of the village called *Le chemin de Sainte-Flore*, and in the streets and public places of the municipality, and all the water and drainage pipes, special pieces, machineries and accessories of the said systems extending into any part of the said village and forming part of the said systems, either in the streets or on public or private lots.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Flore, on the **THIRTY-FIRST** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 25th July, 1900. 2900
[First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—District of Three Rivers.*Three Rivers, to wit : } **HONORÉ THERIEN**,
No. 632. Plaintiff ; against **PHILIPPE DONTIGNY**, Defendant.

A lot of land situate in the township Carignan, at the place called "Rivière aux Rats", being number A, of the third range of the said township, containing about one hundred and thirty-five acres in area ; bounded on one side by number fifty-nine, and on the other side by number sixty, of the aforesaid range and township.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, on the **THIRTIETH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 25th July, 1900. 2898
[First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*Three Rivers, to wit : } **DAME HELENE BELLEROSE** and **EUGENE ROBERGE**, both in their quality of testamentary executors of the late Téléphore Rousseau, Plaintiffs ; against **SEVERE LAMPRON**, Defendant, and Emmanuel Rousseau, curator to the surrender.

Seized in the possession of Emmanuel Rousseau, curator to the surrender, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, district of Three Rivers, in the concession of the south west, of irregular outline, containing about sixty arpents of land in area, more or less ; bounded on the north and the north west by a small channel and Hilaire Courchesne, and

chesne et par le chemin de la Reine du lieu, par le nord-est à Eusèbe Fleurant et Sévère Goudreault, et par le sud-ouest par Edouard Duguay—avec une maison, grange, étable et autres dépendances y érigées ; icelui étant le lot de terre numéro cinq cent douze (512), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 25 juillet 1900. 2895
[Première publication 28 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières à savoir : **JOSEPH LEBLANC,**
No 28. Demandeur ; contre
ODILON GAGNON, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Célestin, au sud-ouest du rang de la Côte Saint-Pierre, contenant environ trois arpents de front sur trente-trois arpents de profondeur, étant les numéros trois cent quarante-deux (342) et trois cent quarante-trois (343), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Célestin—avec maison et autres dépendances dessus construites.

2° Une autre terre située en la paroisse de Saint-Célestin, côté nord-est du rang de la Côte Saint-Pierre, contenant un arpent et demi de front sur vingt-six arpents de profondeur, étant le numéro trois cent vingt-huit (328), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Célestin—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Célestin, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin,

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 juillet 1900. 2898
[Première publication, 28 juillet 1900.]

by the Queen's road of the place, on the north east by Eusèbe Fleurant and Sévère Goudreault, and on the south west by Edouard Duguay—with a house, barn, stable and other dependencies thereon erected ; being the lot of land number five hundred and twelve (512), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 25th July, 1900 2896
[First published, 28th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : **JOSEPH LEBLANC,**
No. 28. Plaintiff ; against
ODILON GAGNON, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Célestin, to the south west of the range of the Côte Saint Pierre, containing about three arpents in front by thirty-three arpents in depth, being numbers three hundred and forty-two (342) and three hundred and forty-three (343), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Célestin—with house and other dependencies thereon erected.

2. A land situate in the parish of Saint Célestin, north east side of the range of the Côte Saint Pierre, containing one arpent and a half in front by twenty-six arpents in depth, being number three hundred and twenty-eight (328), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Célestin—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Célestin, on the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 26th July, 1900. 2894
[First published, 28th July, 1900.]

CITÉ DE SOREL.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sorel, que les terrains ci-après mentionnés seront vendus par encan public, dans la salle publique de l'Hôtel-de-Ville, en la dite cité de Sorel, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE 1900, à DIX heures A. M., pour taxes et autres redevances et charges municipales dues, à moins que les dites taxes et autres redevances et charges municipales, avec les frais encourus ne soient payés avant la vente, savoir :

CITY OF SOREL.

Public notice is hereby given by the undersigned, clerk of the city of Sorel, that the lots of land herein after mentioned will be sold at public auction, in the public hall of the City Hall, in the said city of Sorel, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, 1900, at TEN o'clock A. M., for taxes and other municipal dues and charges unless such taxes and other municipal dues and charges with costs incurred are previously paid, to wit :

No du cadastre.	Noms des propriétaires.	Etat ou profession.	Taxes municipales	Municipal taxes.	Intérêt—Interest.	Frais—Costs.	Total dû—Total due
Cadastral No.	Names of proprietors.	Callings.					
401-402-403 404-405-406-407-408 A	Propriétaire inconnu—Proprietor unknown.....		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
Part 732	Succes.—Estate Elizabeth Grenier, veuve—widow		21 75	2 25	6 00	30 00	
961	Isaïe Beaudry.....		14 23	1 56	2 40	18 19	
12 sub. 239	Suc.—Estate Pierre Coutu		17 40	1 10	4 80	23 30	
Part 496	Joseph Gagné.....	Charcutier—Pork dealer	15 79	1 61	1 00	18 40	
	Cyrille Mongeon.....	Marchand—merchant...	82 59	15 28	8 00	105 89	

JOHN GEO. CREBASSA, JR.,
Greffier de la Cité—City Clerk.
2849-50

Nominations

Québec, 27 juillet 1900.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en vertu de l'article 327 du code municipal, de nommer MM. Vénirin Ferland, Louis Dallaire, Honoré Veilleux, Joseph Quivion, Joseph Tanguay, Pierre Busque et Louis Nadeau, conseillers de la nouvelle municipalité de partie du canton Marlow, comté de Beauce.

JOS. DUMONT,
Assistant-secrétaire de la province suppléant.
2917

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que par
Proc.-Géné. } l'article 2723 des
statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice, ordonner que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district ;

Et attendu qu'il est convenable pour les fins de l'administration de la justice que la prison commune du district d'Iberville, soit également la prison commune et la maison de correction du district de Saint-Hyacinthe.

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons en vertu des dispositions du susdit article 2723 des dits statuts, qu'à partir de ce jour, la prison commune du district d'Iberville, sera également la prison commune et la maison de correction du district de Saint-Hyacinthe.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,
JOS. DUMONT,
Assistant-secrétaire de la province suppléant.
2915

Appointments

Québec, 27th July, 1900.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, pursuant to the article 327 of municipal code has been pleased to appoint Messrs. Vénirin Ferland, Louis Dallaire, Honoré Veilleux, Joseph Quivion, Joseph Tanguay, Pierre Busque and Louis Nadeau, councillors for the new municipality of part of township Marlow, county of Beauce.

JOS. DUMONT,
Acting assistant provincial secretary.
2918

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS by
Atty.-General. } article 2723 of the
Revised Statutes of the province of Québec, it is amongst other things enacted that the lieutenant-governor in council may, by proclamation, whenever he shall deem the same expedient for the purposes of the administration of justice, order that the common gaol of a district shall also be the common gaol of another district ;

And whereas it is expedient for the purposes of the administration of justice that the common gaol of the district of Iberville, be also the common gaol of the district of Saint Hyacinthe.

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our said province of Québec, We have ordered and decreed and by these presents we do order and decree, in accordance with the provisions of the aforesaid article 2723 of the said statutes, that from and after this day the common gaol of the district of Iberville, shall also be the common gaol of the district of Saint Hyacinthe.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY-SEVENTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,
JOS. DUMONT,
Acting assistant provincial secretary.
2916

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que par
Proc.-Général. } l'article 2723 des
statuts refondus de la province de Québec, il est
entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice, ordonner que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district ;

Et attendu qu'il est convenable pour les fins de l'administration de la justice que la prison commune du district de Québec, soit également la prison commune et la maison de correction du district de Bedford.

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons en vertu des dispositions du susdit article 2723 des dits statuts, qu'à partir de ce jour, la prison commune du district de Québec, sera également la prison commune et la maison de correction du district de Bedford.

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante et quatrième.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

Assistant-secrétaire de la province suppléant.
2911

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 82.

William J. Henderson, Demandeur ;
Wallace W. Ruthven, de la cité de Montréal, ban-
quier et courtier, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, je, John Hyde, comptable licencié, de la cité de Montréal, par jugement de l'honorable M. le juge Curran, ai été nommé curateur aux biens du dit Wallace W. Ruthven, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers du dit Wallace W. Ruthven, sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous trente jours.

JOHN HYDE,
Curateur.

Bureau de John Hyde,
181, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 20 juillet 1900.

2305

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS by ar-
Atty.-Gen. } ticle 2723 of the
Revised Statutes of the province of Québec, it is amongst other things enacted that the lieutenant-governor in council may, by proclamation, whenever he shall deem the same expedient for the purposes of the administration of justice, order that the common gaol of a district shall also be the common gaol of another district ;

And whereas it is expedient for the purposes of the administration of justice that the common gaol of the district of Québec, be also the common gaol of the district of Bedford.

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our said province of Québec, We have ordered and decreed and by these presents we do order and decree, in accordance with the provisions of the aforesaid article 2723 of the said statutes, that from and after this day the common gaol of the district of Québec, shall also be the common gaol of the district of Bedford.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY-SEVENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By Command,

JOS. DUMONT,

Acting assistant provincial secretary.
2912

BANKRUPT NOTICES

Province of Québec, }
District of Montréal. } Superior Court.
No. 82.

William J. Henderson, Plaintiff ;
Wallace W. Ruthven, of the city of Montréal,
banker and broker, Defendant.

Notice is hereby given that, I, John Hyde, chartered accountant, of the city of Montréal, was by judgment of honorable Mr. Justice Curran, appointed curator to the property of said Wallace W. Ruthven, the whole as by law provided.

The creditors of the said Wallace W. Ruthven, are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,
Curator.

Office of John Hyde,
181, Saint James street, Montréal.
Montréal, 20th July, 1900.

2906

Province of Québec, }
 District of Beauce. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Edmond Samuel Larue, de Saint-Joseph, Beauce, marchand, Failli.
 Avis est par le présent donné, qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du vingt-sixième jour de juillet 1900, le soussigné a été nommé curateur aux biens en cette affaire.
 Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

GEO. LEFAIVRE,
 Curateur.

Bureau de Lefavre & Taschereau,
 48, rue Saint-Pierre, Québec.
 Québec, 27 juillet, 1900. 2913

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 30

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1507.
 AVIS : — Assemblée des examinateurs du conseil de l'Instruction publique, 1510.
 BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1512 ; Conseil législatif, 1511.
 CONSEIL D'HYGIÈNE : — Amendements aux règlements, 1509.
 CONSEILS MUNICIPAUX, AVIS AUX : — De garder en liasse la *Gazette Officielle de Québec*, 1507.
 DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — L'association des fabricants de chaussures de Québec, 1514 ; La ville de Salaberry de Valleyfield, 1514.
 EXAMEN : — Candidats pour licence de mesureurs de bois, 1510.
 FAILLIS : — Archambault, 1520 ; Gagnon, 1521 ; Keene & Co, 1521 ; Larue, 1539 ; Ruthven, 1538 ; Tanguay, 1521.
 LETTRES PATENTES, DEMANDE DE : — Ingolf Gold Mining Coy, 1517 ; La Compagnie minière de la province de Québec, 1518 ; The American Silk Waist Manufacturing Co, 1516 ; The Gas Appliance Manufacturing Coy, 1519 ; The Legal and financial Exchange, 1517 ; The Merchants' advertising Coy, 1520 ; Victorine, 1519.
 LETTRES PATENTES ÉMISES : — The Glee Club Teutonia, 1509.
 NOMINATIONS : — *Conseillers* : — Municipalité de partie du canton Marlow, 1537.
 PROCLAMATIONS : — Convocation des chambres *pro formâ*, 1507 ; La prison commune du district de Québec sera également la prison commune du district de Bedford, 1538 ; La prison commune du district d'Iberville sera également la prison du district de Saint-Hyacinthe, 1537.
 SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Coulombe vs Mayer, 1516 ; Duquette vs Guertin, 1515 ; Filion vs Lovis, 1516 ; Giroux vs Amiot, 1516 ; Langevin vs Grandchamp, 1515 ; Larrivée vs Giguère, 1515 ; Martineau vs Monpetit, 1516 ; Mondor vs Champagne, 1515 ; Normandin vs Boudriau, 1515 ; Proulx vs Laplante, 1515.

Province of Québec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 In the matter of Edmond Samuel Larue, of Saint-Joseph, Beauce, merchant, Insolvent.
 Notice is hereby given that, by order of the court, dated the twenty-sixth day of July, 1900, the undersigned has been appointed curator in this matter.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested on oath, within a delay of thirty days from this notice.

GEO. LEFAIVRE,
 curator.

Office of Lefavre & Taschereau,
 48, Saint Peter street, Quebec.
 Quebec, 27th July, 1900. 2914

Index of the Quebec Official Gazette, No. 30

ADVERTISERS : — *Notice to* : — Respecting notices &c, 1507.
 NOTICE : — Meeting of the examiners of the council of public Instruction, 1510.
 PRIVATE BILLS, P. Q. : — *Notices Respecting the* : — Legislative Assembly, 1512 ; Legislative Council, 1511.
 BOARD OF HEALTH : — Rules amended, 1509.
 MUNICIPAL COUNCILS : — To keep in file the *Quebec Official Gazette*, 1507.
 APPLICANTS TO THE LEGISLATURE : — Quebec Boot and Shoe Manufacturers Association, 1514 ; The town of Salaberry de Valleyfield, 1514.
 EXAMINATION : — Candidates for license as lumber cutters, 1510.
 INSOLVENTS : — Archambault, 1520 ; Gagnon, 1521 ; Keene & Co, 1521 ; Larue, 1539 ; Ruthven, 1538 ; Tanguay, 1521.
 LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Ingolf Gold Mining Coy, 1517 ; La Compagnie minière de la province de Québec, 1518 ; The American Silk Waist Manufacturing Co., 1516 ; The Gas Appliance Manufacturing Coy, 1519 ; The Legal and financial Exchange, 1517 ; The Merchants' advertising Coy, 1520 ; Victorine, 1519.
 LETTERS PATENTS GRANTED : — The Glee Club Teutonia, 1509.
 APPOINTMENTS : — *Councillors* : — Municipality of part of township Marlow, 1537.
 PROCLAMATIONS : — Parliament convoked *pro formâ*, 1507 ; The common gaol of district of Québec shall also the common gaol of district of Bedford, 1538 ; The common gaol of district of Iberville shall also the common gaol of the district of Saint Hyacinth, 1537.
 SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Coulombe vs Mayer, 1516 ; Duquette vs Guertin, 1515 ; Filion vs Lovis, 1516 ; Giroux vs Amiot, 1516 ; Langevin vs Grandchamp, 1515 ; Larrivée vs Giguère, 1515 ; Martineau vs Monpetit, 1516 ; Mondou vs Champagne, 1515 ; Normandin vs Boudriau, 1515 ; Proulx vs Laplante, 1515.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Adalock, 1509 ; Bégon, 1509 ; Bouchette, 1508 ; Cameron, 1508 ; Duquesne, 1509 ; Kensington, 1508.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—Cité de Sorel, 1536.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUHARNOIS :—Turcot vs Charters, 1521.

BEDFORD :—Dme Rudd vs Dme Allen, 1523 ; Gault Bros Co. vs Côté, 1522.

IBERVILLE :—Gault Bros Co. vs Côté, 1523 ; The Massey Harris Co. vs Larose, 1524.

JOLIETTE :—Dubreuil vs Joly, 1524.

KAMOURASKA :—Hudon vs Hudon, 1525.

MONTREAL :—Dinelle vs Dinelle, 1528 ; Galibert vs Gougeon, 1526 ; Godmaire vs Robertson, 1527 ; Kent *et al* vs Gauthier, 1525 ; Libercent vs Vallée, 1526 ; Voyer vs Léonard, 1527.

QUÉBEC :—Amyot vs Emond, 1530 ; Carrier vs Arcand, 1531 ; Giroux, fils, vs Savard *et al*, 1529 ; Québec, Montmorency et Charlevoix vs Mathieu, 1530 ; Québec, Montmorency et Charlevoix vs Mathieu, 1531 ; Vézina vs Montminy, 1530.

SAINT-FRANÇOIS :—Rider vs Woodward, 1533 ; The Eastern townships Bank vs Adams *et al*, 1532.

TERREBONNE :—Dme Guay vs Clément, fils, 1534 ; Dme Humphreys vs Beauchamp, 1534 ; Dupuis *et al* vs Laurin, 1534.

TROIS-RIVIÈRES :—Dme Bellerose *et al* vs Lampron, 1535 ; Leblanc vs Gagnon, 1536 ; Letourneau vs The Stadacona Water, Light and Power Co., 1535 ; Thérien vs Doutigny, 1535.

CROWN LANDS :—*Notices of cancellation, etc.* :—Townships Adstock, 1509 ; Bégin, 1509 ; Bouchette, 1508 ; Cameron, 1508 ; Dufresne, 1509 ; Kentington, 1508.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—City of Sorel, 1536.

SHERIFF'S SALES

BEAUHARNOIS :—Turcot vs Charters, 1521.

BEDFORD :—Dme Rudd vs Dme Allen, 1523 ; Gault Bros Co. vs Côté, 1522.

IBERVILLE :—Gault Bros Co. vs Côté, 1523 ; The Massey Harris Co. vs Larose, 1524.

JOLIETTE :—Dubreuil vs Joly, 1524.

KAMOURASKA :—Hudon vs Hudon, 1525.

MONTREAL :—Dinelle vs Dinelle, 1528 ; Galibert vs Gagnon, 1526 ; Godmaire vs Robertson, 1527 ; Kent *et al* vs Gauthier, 1525 ; Libercent vs Vallée, 1526 ; Voyer vs Léonard, 1527.

QUÉBEC :—Amyot vs Emond, 1530 ; Carrier vs Arcand, 1531 ; Giroux, son, vs Savard *et al*, 1529 ; Québec, Montmorency and Charlevoix vs Mathieu, 1530 ; Québec, Montmorency and Charlevoix vs Mathieu, 1531 ; Vézina vs Montminy, 1530.

SAINT FRANCIS :—Rider vs Woodward, 1533 ; The Eastern Townships Bank vs Adams *et al*, 1532.

TERREBONNE :—Dme Guay vs Clément, jr, 1534 ; Dme Humphreys vs Beauchamp, 1534 ; Dupuis *et al* vs Laurin, 1534.

THREE RIVERS :—Dme Bellerose *et al* vs Lampron, 1535 ; Leblanc vs Gagnon, 1536 ; Letourneau vs The Stadacona Water, Light and Power Co., 1535 ; Thérien vs Doutigny, 1535.